



ART ET DROITS HUMAINS

LES IMAGES PARLENT AUSSI

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

REPORTAGE

Pépinière de talents hors normes

AGIR

Marathon des lettres 2023

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2024

NOUS AVONS LE PLAISIR DE VOUS INVITER À LA PROCHAINE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AG) DE LA SECTION SUISSE D'AMNESTY INTERNATIONAL ! RÉSERVEZ D'ORES ET DÉJÀ LE

SAMEDI 25 MAI 2024



Ensemble, à **Bienne**, nous nous consacrerons à la partie statutaire et élirons les nouveaux membres du Comité exécutif et de la Commission de surveillance de la gestion, et nous voterons sur les motions déposées.

Vous aurez l'occasion de suivre une table ronde enrichissante et de participer à des ateliers. Cette journée vous donnera également la chance de faire connaissance et de discuter ensemble des thèmes de campagne, des motions et de votre engagement au sein d'Amnesty International.

Nous nous réjouissons énormément de pouvoir passer ces moments avec vous !

Les inscriptions seront ouvertes début mars.

Pour avoir le droit de vote à l'AG, il faut avoir été membre depuis au moins quatre mois avant l'AG (adhésion au plus tard le 25 janvier 2024) et payé sa cotisation annuelle.

Les motions et postulats peuvent être soumis **jusqu'au 30 mars 2024**. Plus d'informations sur notre site : www.amnesty.ch/ag

ÉDITORIAL



Liberté : ce concept se retrouve dans la bouche de nombreux artistes. Liberté de la toile blanche, que chaque peintre peut remplir à sa guise. Liberté du médium, parce que les œuvres d'art sont par définition détachées de toute obligation de servir à quelque chose, elles n'ont pas d'utilité précise. Mais aussi libertés au pluriel, car l'art et les libertés d'expression et d'opinion sont étroitement liées. Une image peut dénoncer des injustices, inspirer le changement, questionner nos partis pris. Mais les artistes sont également en première ligne lorsque ces libertés sont entravées, lorsque leur travail contredit les instances qui gouvernent ou les normes sociétales.

La recherche de liberté, c'est sans doute également ce qui a poussé les personnes que l'on voit entassées dans le canot pneu-

matique sur le tableau *Tarifa* de Daniel Richter, reproduit sur la couverture de ce numéro. L'image pourrait paraître banale, tant les naufrages en Méditerranée font régulièrement les unes de nos médias. Pourtant, l'intervention de Richter a fait de cette scène dramatique une œuvre d'art à part entière. Elle interpelle par sa composition, ses couleurs. Le message politique qu'elle véhicule s'en retrouve renforcé. Richter se défend pourtant d'avoir intentionnellement créé une toile engagée. Comme lui, d'autres artistes revendiquent une liberté absolue dans leur travail, sans chercher à faire de l'art politique.

Toutes les œuvres d'art n'ont pas la portée symbolique de *Guernica* de Picasso. Mais l'art, en particulier visuel, peut être un vecteur puissant de messages, d'opinions, de valeurs. Il est donc primordial de préserver la liberté de créer.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
Protéger sans parti pris	

POINT FORT

Art et droits humains : les images parlent aussi	
Un espace de liberté à protéger	10
« L'art et les droits humains parlent un langage universel »	12
L'engagement, le moteur de l'art? Interview avec Manfred Nowak.	

Contestation en couleurs	14
Le <i>street art</i> est un moyen d'expression efficace pour appeler à la résistance.	

« L'art peut tout faire ! »	18
Le rôle de l'art, à travers le regard de l'artiste contemporain Daniel Richter.	

Images (de) contestataires	21
L'art peut être politique. Focus sur deux artistes.	

Art abstrait, engagement concret	24
Antimilitariste convaincu, le plasticien genevois John Armleder distingue art et politique.	

Amnesty soutenue par les artistes	25
Au cours de son histoire, l'organisation a reçu le soutien de multiples artistes.	

Pépière de talents hors normes	26
Reportage dans un atelier fribourgeois qui valorise les artistes avec handicap.	

Reconquérir l'histoire précoloniale	29
La restitution des objets volés doit intégrer la perspective du Sud global. Point de vue.	

La couronne volée	31
Le long chemin de retour des œuvres pillées à l'époque coloniale.	

Boutique	34
-----------------	----

ÉCLAIRAGES

Suisse	36
Prestations sociales: un droit inutilisé	
PortrAlt	37
L'humain au premier plan	
Interview culturelle	38
Comment l'exil déshumanise	

ÉCHOS

BD	39
Par Amélie Strobino	
Chroniques : édition spéciale	40
Une quête identitaire	
L'occupation vécue au ras du sol	
Partir ou rester?	
Chroniques	41
Les enfants de la violence	
Un étranger au village	
Espace fiction	42
Les mèches de cheveux (Épisode 2)	

AGIR

Marathon des lettres	45
----------------------	----



JEU DE SOCIÉTÉ PRIMÉ

« Courage », le jeu de société développé par la section suisse d'Amnesty International, remporte le 20^e *Worlddidac Award*. La fondation Worlddidac récompense les matériels éducatifs innovants qui renforcent le droit à l'éducation et favorisent l'innovation dans le domaine. En jouant à « Courage », vous rencontrez des personnes courageuses engagées sur le chemin de la paix, de l'égalité ou de la justice climatique et développez des idées créatives pour un avenir digne d'être vécu.



PROTÉGER LA FORÊT SUR TROIS CONTINENTS



Mieux collaborer pour lutter contre la disparition de la forêt tropicale : c'est l'objectif que se sont fixé fin octobre les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie lors du deuxième Sommet des trois bassins. Réunis à Brazzaville, la capitale de la République du Congo, ils ont adopté la création d'un plan d'action pour une meilleure coopération entre les États du bassin amazonien en Amérique du Sud, du bassin du Congo en Afrique et du bassin Bornéo-Mékong en Asie. Ces trois régions abritent 80 % des forêts tropicales du monde. La préservation des forêts tropicales est considérée comme particulièrement importante dans la lutte contre la crise climatique.

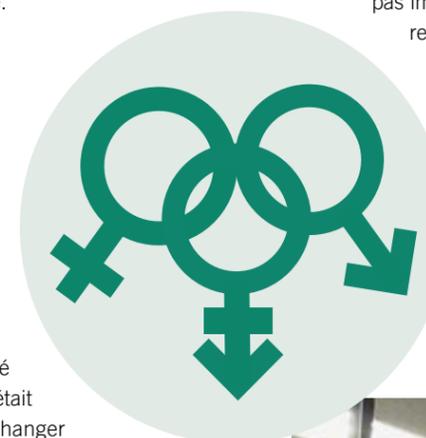


LE NOBEL DE LA PAIX DÉCERNÉ À UNE ACTIVISTE IRANIENNE

Le 6 octobre dernier, la défenseuse des droits humains iranienne Narges Mohammadi a reçu le Prix Nobel de la paix 2023. Le comité a ainsi rendu hommage à son engagement sans précédent en faveur des droits des femmes et des droits humains en Iran. Ces dernières années, les autorités iraniennes n'ont cessé de condamner Narges Mohammadi lors de procès inéquitables. Elle a été emprisonnée et torturée en détention. Encore détenue à l'heure actuelle dans la prison d'Evin à Téhéran, elle n'a pas pu recevoir le prix en personne.

IL EST POSSIBLE D'AVORTER EN OHIO

Depuis que la Cour suprême des États-Unis a abrogé l'arrêt « Roe vs Wade » en juin 2022, le droit à l'avortement ne peut plus être garanti qu'au niveau de chaque État. Début novembre, l'État de l'Ohio – pourtant conservateur – a fait un pas important en faveur des droits humains. Au terme d'un référendum, il a inscrit dans sa Constitution le droit à une interruption de grossesse sécurisée jusqu'à la 24^e semaine de grossesse, soit jusqu'à ce que le fœtus soit viable. Au-delà de ce délai, l'interruption de grossesse n'est légale que si la vie de la mère est en danger. Le droit à l'avortement est l'un des sujets de société les plus controversés aux États-Unis. Selon les sondages, une majorité de la population soutient un droit limité à l'interruption de grossesse. Le vote dans l'Ohio pourrait donc donner un signal important à l'heure où plusieurs États préparent des référendums similaires pour 2024.



UNE VICTOIRE POUR LES DROITS TRANS

C'est une étape importante pour les droits des personnes trans au Japon : le 25 octobre, la Cour suprême a jugé que la stérilisation chirurgicale qui était exigée des personnes souhaitant changer légalement de sexe était anticonstitutionnelle. Cette décision s'appuie sur le fait que cette obligation est contraire à l'article 13 de la Constitution nipponne, qui garantit le respect des droits individuels. La décision de la Cour est un pas en avant important, mais la lutte pour les droits des personnes LGBTQIA+ au Japon ne s'arrête pas là : le pays compte encore de nombreuses lois discriminatoires à l'encontre de cette communauté.

Deux avocats tiennent des pancartes sur lesquelles on peut lire « inconstitutionnel » (à droite) et « renvoi [à la Haute Cour] » (à gauche) lors d'une conférence de presse à la suite de la décision de la Cour suprême qui a jugé inconstitutionnelle une loi obligeant les personnes transgenres à subir une opération de stérilisation pour changer officiellement de sexe.



L'ONU OUVRE UNE ENQUÊTE AU SOUDAN



Le 11 octobre, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a décidé de mettre en place une mission d'enquête indépendante au Soudan, afin de faire la lumière sur les violations des droits humains survenues dans le cadre du conflit qui ravage le pays depuis avril dernier, de recueillir des preuves et d'identifier les auteurs. Une petite victoire pour le peuple soudanais qui, depuis le début du conflit entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, a toujours été pris entre deux feux. Les parties au conflit auraient commis plusieurs crimes de guerre, dont des violences sexuelles, et des communautés ont été attaquées sur la base de leur identité ethnique. Les enquêtes de l'ONU doivent aider à faire en sorte que les responsables rendent des comptes.

LIBERTÉ POUR JOANAH MAMOMBE ET CECILLIA CHIMBIRI

Vous vous souvenez peut-être d'elles puisqu'elles figuraient parmi les personnes soutenues par l'édition 2022 du Marathon des lettres : les deux défenseuses des droits humains zimbabwéennes, Joana Mamombe et Cecilia Chimbiri, ont été acquittées en juillet. Elles avaient été arrêtées en 2020 avec une troisième femme, Netsai Marova, pour avoir mené un mouvement de protestation contre le gouvernement. À la suite de leur arrestation, elles avaient été battues et agressées sexuellement par des membres des forces de sécurité. Elles avaient ensuite été inculpées pour leurs actions contestataires. Netsai Marova avait réussi à fuir le pays, mais les cas de Joana Mamombe et Cecilia Chimbiri avaient été portés devant les tribunaux. Amnesty International Zimbabwe a soutenu ces femmes tout au long du processus judiciaire. Lors du Marathon des lettres 2022, de nombreux soutiens se sont mobilisés en leur faveur.



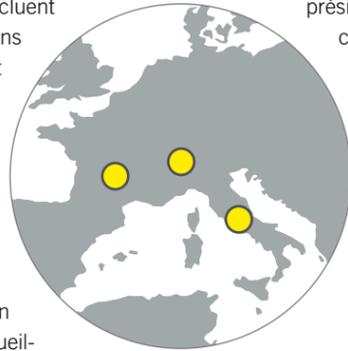
© Portraits illustrés : André Gottschalk

RESTRICTION DU DROIT DE MANIFESTER

SUISSE – Plusieurs villes suisses ont prononcé des interdictions de manifester dans le cadre du conflit au Proche-Orient. « Une interdiction générale constitue une atteinte grave et disproportionnée au droit de manifester. La sécurité et l'ordre public peuvent certes être des motifs d'interdiction, mais ils ne sont légitimes selon le droit international que si une menace concrète peut être constatée et si aucune autre mesure n'est disponible pour endiguer cette menace », explique Alicia Graudel, juriste à Amnesty International Suisse. Les interdictions de manifester autour du conflit à Gaza s'inscrivent dans un contexte général de législation de plus en plus restrictive et de pratiques sévères et disproportionnées des autorités pour autoriser les manifestations. Amnesty International, ainsi que les rapporteurs spéciaux de l'ONU compétents, concluent que l'obligation d'autorisation, telle qu'elle est appliquée dans certaines villes suisses, est en grande partie contraire au droit international.

LOIN DES YEUX, LOIN DU CŒUR

ITALIE – La cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni et le Premier ministre albanais Edi Rama ont signé un accord sur la construction en Albanie de deux centres pour accueillir les personnes secourues en mer par des navires italiens. Les camps pourraient accueillir 3000 personnes dès le printemps, et elles devraient y être hébergées jusqu'à ce que leur demande d'asile soit examinée en Italie. En cas de rejet, l'Albanie se chargera de leur expulsion. Cet accord officialise la pratique du refoulement, pourtant interdite par le droit international et européen, et pour laquelle l'Italie a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme. L'interdiction du refoulement est un principe clé du droit international sur le statut des réfugié-e-x-s qui, en tant que partie du droit international coutumier, est contraignant pour tous les États.



UNE SÉRIE DE VIOLENCES

BURKINA FASO – Meurtres de civil-e-x-s, enlèvements de femmes et filles, attaques contre des infrastructures civiles et des convois d'approvisionnement : au Burkina Faso, des groupes armés commettent des crimes de guerre et des violations des droits humains dans l'indifférence générale. Et les conséquences humanitaires sont désastreuses : au moins 46 localités ont été assiégées par des groupes armés rien qu'en juillet 2023, selon un nouveau rapport d'Amnesty International. Une situation qui affecte environ un million de personnes. Les villages étant régulièrement attaqués, les populations se voient privées de leur accès à l'agriculture et aux pâturages pour le bétail, ce qui a sérieusement affecté la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

DÉMARCHE JUDICIAIRE HISTORIQUE

FRANCE – Après l'Allemagne, c'est au tour de la France d'émettre un mandat d'arrêt international contre Bachar al-Assad, son frère Maher, qui est chef d'une unité d'élite de l'armée syrienne, et deux généraux. Un précédent judiciaire historique ! L'actuel président syrien est accusé de complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité durant la guerre civile en Syrie, notamment dans le cadre des attaques chimiques perpétrées en août 2013. À l'époque, ces attaques au gaz sarin avaient engendré plus de 1000 morts. Cette action en justice a pu voir le jour grâce à l'impulsion de la société civile : plusieurs survivant-e-x-s exilé-e-x-s en France ont émis une plainte.



DES AUTOCHTONES FACE À LA JUSTICE

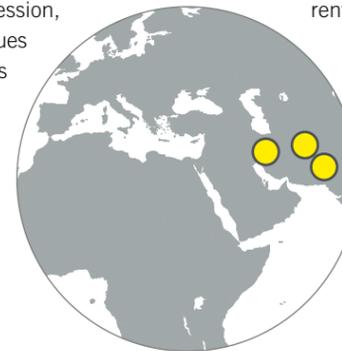
CANADA – Dans la province canadienne de Colombie-Britannique, la nation autochtone Wet'suwet'en s'oppose à la construction d'un gazoduc dans l'optique de protéger son territoire et ses sites sacrés. Les Wet'suwet'en possèdent les droits de propriété sur leurs 22 000 km² de territoire, et leurs chefs affirment qu'ils n'ont pas approuvé le gazoduc conformément à leurs lois et coutumes. Les personnes de la communauté et leurs soutiens qui œuvrent pour protéger ce territoire et mettre un terme à la construction du gazoduc se retrouvent placées sous surveillance, victimes d'intimidations et arrêtées. Actuellement, plusieurs d'entre elles font l'objet de poursuites pénales. Huit ont déjà été jugées en avril et juillet 2023, ou le seront en janvier 2024. Si elles sont reconnues coupables, elles pourraient être condamnées à des peines de prison.



Après l'annonce des autorités **pakistanaïses**, des dizaines de milliers d'Afghan-e-x-s se sont réfugié-e-x-s début novembre dans un camp provisoire près de la frontière entre les deux pays.

UN ÉTAT DE SURVEILLANCE

AFGHANISTAN – Plus de 62 000 caméras de surveillance installées à Kaboul : les talibans sont en train de déployer un vaste réseau de caméras de surveillance dans les villes afghanes, selon leur porte-parole. Objectif : lutter contre les attaques de groupes militants. Les organisations de défense des droits humains craignent toutefois que les caméras soient utilisées pour surveiller les manifestations et l'opposition. Des discussions sont également en cours avec *Huawei* concernant une éventuelle collaboration pour l'extension du « réseau de sécurité ». « Si cette architecture de surveillance devait être développée, elle porterait atteinte au droit à la vie privée ainsi qu'à la liberté de réunion et d'expression, qui font l'objet d'attaques sans précédent depuis la prise de pouvoir des talibans », a déclaré Matt Mahmoudi, expert d'Amnesty.



UNE MINORITÉ RÉPRIMÉE

IRAN – Depuis septembre 2022, des manifestations contre le gouvernement ont lieu régulièrement dans les provinces iraniennes où vivent des membres de la minorité baloutche. Lors des manifestations pacifiques du 20 octobre, les forces de sécurité ont fait preuve d'une brutalité extrême envers les manifestant-e-x-s, et ont utilisé illégalement des gaz lacrymogènes et des canons à eau. De nombreuses personnes ont été arrêtées arbitrairement, d'autres ont été victimes de disparitions forcées, et certaines, parmi lesquelles des enfants, ont même subi des mauvais traitements et de la torture. La commission d'enquête des Nations unies doit pouvoir accéder librement au pays afin d'enquêter sur ces violations des droits humains.

DES EXPULSIONS MASSIVES

PAKISTAN – Le Pakistan maintient sa politique d'expulsion massive des réfugié-e-x-s d'Afghanistan : plus de 1,4 million de personnes sans droit de séjour sont menacées. Parmi elles, on compte au moins 25 000 Afghan-e-x-s qui ont travaillé entre autres pour l'armée américaine, des organisations humanitaires ou des médias. Ils attendent au Pakistan, avant de pouvoir partir vers des pays occidentaux. Les organisations humanitaires internationales, dont Amnesty, avaient vivement critiqué le gouvernement pakistanais pour avoir voulu renvoyer ces personnes malgré le régime oppressif imposé par les talibans et des conditions économiques désastreuses.

REGARD DÉCALÉ HAMBURGER AMER

McDonald's est dans la tourmente. Cette fois, non pas pour sa malbouffe ni sa logique capitaliste, mais pour sa prise de position dans la guerre opposant Israël et les Territoires palestiniens occupés. Pour cause, la filiale israélienne du géant du *fast food* avait annoncé début octobre distribuer des menus gratuits aux soldats de Tsahal. Une décision qui a provoqué l'indignation au Moyen-Orient : un mouvement de boycott s'est déclenché et plusieurs restaurants de la région ont été vandalisés. En signe de contestation, les franchises McDo du Liban, d'Égypte, de Jordanie, de Turquie et des pays du Golfe se sont distancées de cette initiative et ont même promis de soutenir la population civile de Gaza à hauteur de 3 millions de dollars. Si la société-mère américaine a assuré ne soutenir « aucun gouvernement impliqué dans ce conflit », son image en a résolument pris un coup et pas tout le monde semble adhérer à son slogan « *I'm lovin'it* ». OPT

(RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir ? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro ? Ou faire paraître une lettre de lecteur-riche-x ? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction

Écrivez-nous à redaction@amnesty.ch ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



© Oleg Petrasjuk/EPA/Keystone

En 2022, les troupes russes ont largué des bombes à fragmentation sur la ville de Mykolaïv, dans le sud de l'**Ukraine**, avant de l'occuper partiellement. Des dizaines de personnes ont perdu la vie, et des infrastructures essentielles ont été endommagées, notamment les canalisations. Depuis, l'eau qui sort des robinets de Mykolaïv est impropre à la consommation et les habitant-e-x-s sont ravitaillé-e-x-s en eau potable par voie terrestre. Avant l'invasion, l'eau était puisée dans le Dniepr, qui coule à travers la ville. Mais lorsque l'armée russe s'est retirée, elle a détruit la station de pompage qui envoyait l'eau vers la ville située en hauteur des berges du fleuve. Avec le soutien de l'ONU et du Danemark, les autorités locales travaillent d'arrache-pied pour rétablir cette infrastructure vitale.

PROTÉGER SANS PARTI PRIS



Alexandra Karle est la directrice de la section suisse d'Amnesty International.

Cela fera bientôt 75 ans que l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1948. Face aux horreurs de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah, le respect des droits humains était apparu comme une priorité absolue. Et avec lui le besoin de protéger la population civile dans les conflits. Des principes essentiels qu'Amnesty International ne cesse de revendiquer depuis.

Ce sont pourtant bien des civil-e-x-s – des jeunes, des enfants – qui ont été pris-e-x-s pour cible lors des attaques du Hamas le 7 octobre dernier. Plus de 200 personnes ont été enlevées lors de l'attaque et retenues à Gaza. Les familles touchées ne sont pas seules à pleurer les morts et les disparitions, à craindre pour les otages : ces événements ont provoqué un choc profond dans la société israélienne et à travers le monde. La riposte militaire du gouvernement israélien touche elle aussi surtout la population civile. Dans la bande de Gaza, des familles entières meurent sous les bombes, les maisons et les infrastructures sont détruites. Une grande partie des habitant-e-x-s est en fuite et soumise à une catastrophe humanitaire sans précédent.

Depuis le 7 octobre, les équipes d'Amnesty enquêtent et documentent les violations des droits humains sur place. Dans le contexte d'un conflit armé, nous nous référons au droit international humanitaire, y compris aux Conventions de Genève. Le « droit de la guerre » est valide universellement ; il consacre dans la loi la protection des populations civiles. Violer ce droit peut être considéré comme un crime de guerre.

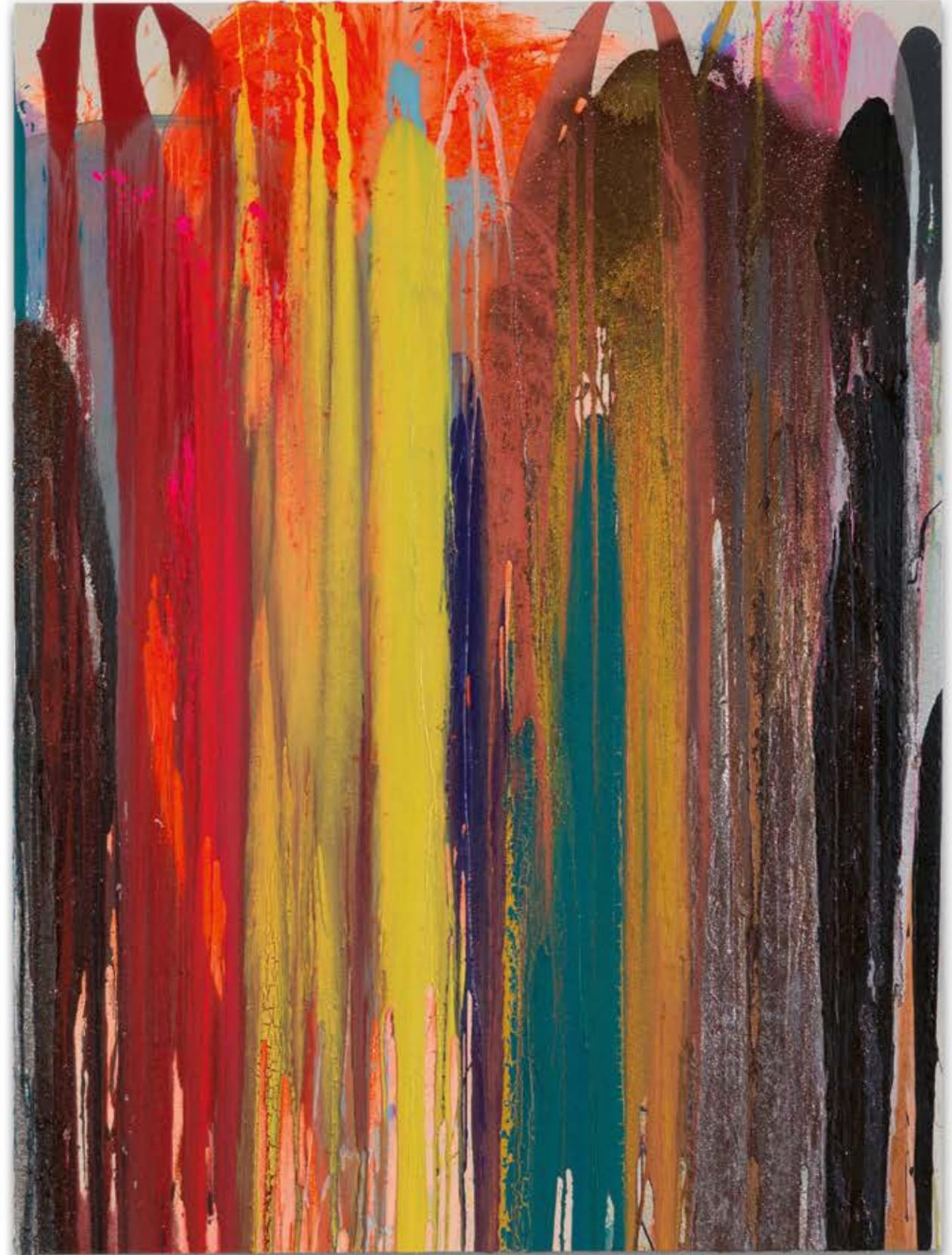
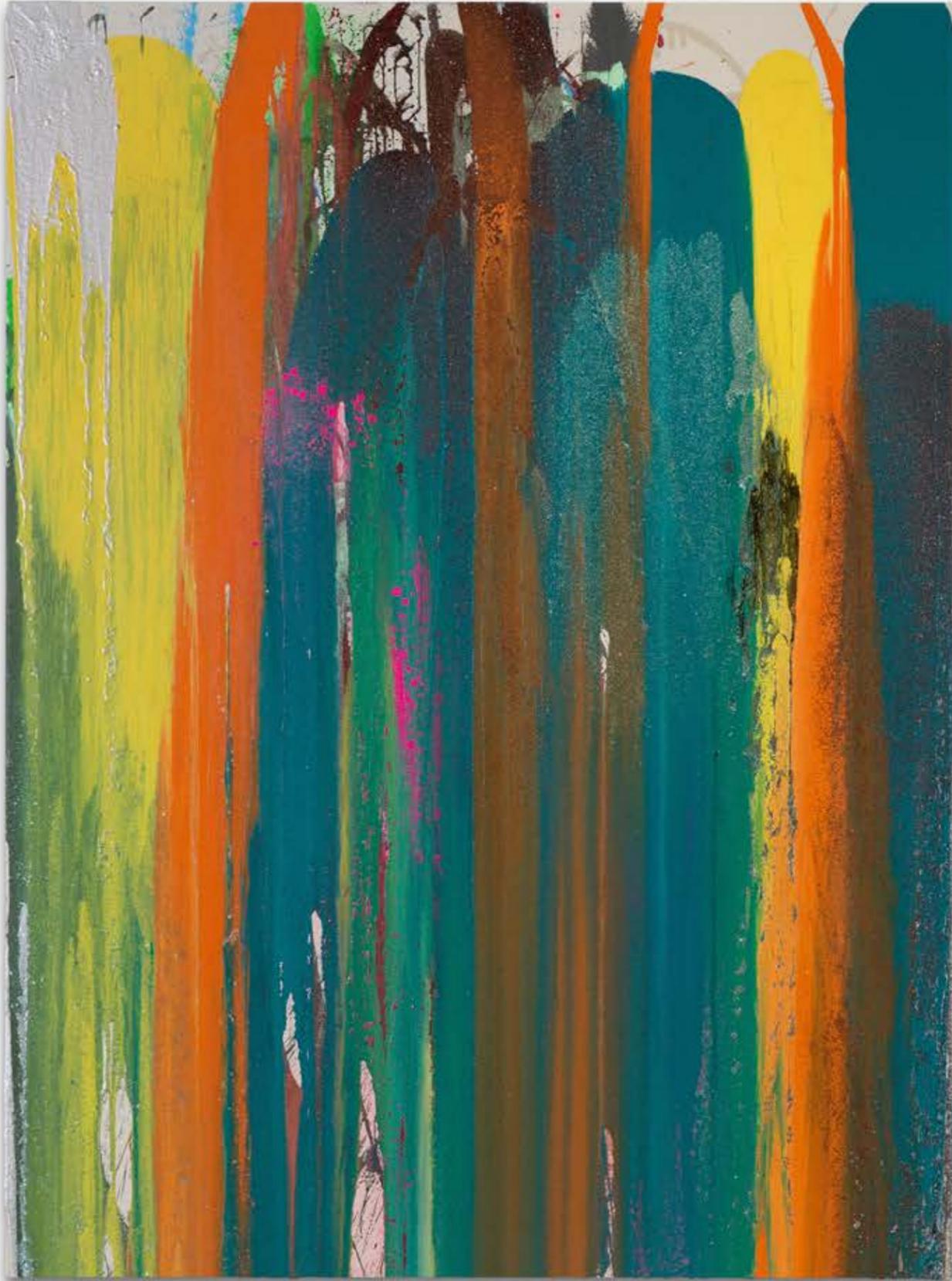
Amnesty travaille sur la base du droit ; nous ne prenons pas parti. Pourtant, notre organisation est régulièrement critiquée. Tantôt qualifiée d'antisémite ou hostile à Israël, tantôt jugée passive face à la souffrance des Palestinien-ne-x-s. Les critiques ne sont pas adressées qu'à Amnesty, mais aussi aux personnes qui la représentent.

L'escalade actuelle a conduit à une polarisation sans précédent de l'opinion publique. Le sens de l'humanité s'en trouve affaibli. Je refuse d'accepter que l'empathie avec la souffrance des habitant-e-x-s de Gaza et la condamnation des violations des droits humains commises par l'armée israélienne soient interprétées comme anti-israéliennes, encore moins comme antisémites. Pas plus qu'une condamnation des meurtres et des prises d'otages par le Hamas ne reflète une position anti-palestinienne.

J'ai été profondément bouleversée en voyant apparaître des croix gammées dans les rues de ma commune. Mais aussi par le nombre croissant d'attaques contre les juifs et les juives dans le monde. Nous ne devons pas tolérer la montée de l'antisémitisme, nous devons nous y opposer résolument.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut négliger la protection des civil-e-x-s palestinien-ne-x-s. Un peuple entier ne saurait être puni collectivement pour les crimes du Hamas. Une voie médiane est possible : défendre les droits humains, la compréhension mutuelle et l'humanité est plus que jamais nécessaire en cette période remplie de haine.

L'année 1948 aura été un tournant pour les droits humains. Elle marque également la création d'Israël, immédiatement suivie de la première attaque que le jeune État a subie. Et c'est encore l'année de la *Nakba* – le terme utilisé par les Palestinien-ne-x-s pour désigner l'expulsion de leur patrie ancestrale. Deux événements qui ont créé de profonds traumatismes. Chez les Israélien-ne-x-s, qui voient le droit à l'existence de leur État continuellement remis en question. Chez les Palestinien-ne-x-s qui luttent pour une vie libre et digne. Aujourd'hui, malgré tout, une lueur d'espoir se profile. Cette lueur est entretenue par les personnes qui, dans le monde entier, portent le deuil ensemble, se réunissent afin de manifester pour la paix et gardent espoir qu'elle soit un jour possible. |



Un espace de liberté à protéger

L'art et les droits humains ont bien plus en commun qu'on ne pourrait l'imaginer au premier abord. Les artistes – et en particulier ceux qui intègrent un message politique dans leurs œuvres – sont en première ligne pour défendre la liberté d'expression. En s'emparant des thèmes portés par les droits fondamentaux, toutes les formes d'art peuvent également interpeller le public, le sensibiliser sinon le convaincre de l'importance de l'ensemble de nos libertés. Il est donc primordial de garantir aux artistes les conditions dans lesquelles leur travail critique ne les mette pas en danger.

« L'art et les droits humains parlent un langage universel »

Les artistes doivent-ils s'engager pour les droits humains? Entretien avec Manfred Nowak, professeur de droits humains à l'Université des arts appliqués de Vienne et ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la torture. Propos recueillis par Antonio Prokscha

▷ AMNESTY : Qu'est-ce qui relie les droits humains et l'art ?

◁ Manfred Nowak : Nous vivons à une époque où les défenseurs des droits humains sont en grand danger dans de nombreux pays. Le nombre d'enlèvements, d'assassinats et de tortures de militants – parmi lesquels de nombreux artistes – augmente massivement. De plus en plus d'artistes mettent leur art au service des droits humains, car ils ont le sentiment qu'à une époque où les défis sont énormes, il n'est pas suffisant de faire simplement de « l'art pour l'art ». Ils veulent obtenir des avancées.

▷ L'art peut-il être rassembleur ?

◁ Lors de mon séjour en Bosnie-Herzégovine, j'ai vécu une expérience impressionnante. Bono, le leader du groupe U2, s'est produit dans un stade de football plein à craquer, à Sarajevo. Ce qui était extraordinaire, c'est que des gens de

différentes communautés – Serbes, Croates, Bosniaques – s'y sont retrouvés. Des groupes que la guerre avait transformés en ennemis, surtout à cette époque. Mais durant le concert, ils ont fait la fête ensemble, se sont embrassés, ont dansé et pleuré. Et je me suis dit : la communauté internationale fait beaucoup d'efforts pour promouvoir la réconciliation, souvent avec peu de succès. Bono a réussi à créer davantage de réconciliation cette nuit-là que nous ne l'avions fait au cours de toutes les années précédentes.

▷ Vous avez cofondé un master à l'Université des arts appliqués de Vienne, qui tente de créer une interface entre les droits humains et l'art. Quels sont ses objectifs ?

◁ L'art et les droits humains sont étroitement liés. La liberté artistique, ou le droit à la liberté d'expression, est un droit fondamental qui protège les artistes de l'oppression et de la censure. L'art, qu'il soit visuel, musical ou performatif, peut être un important vecteur de messages et une occasion de dialoguer. Et ce qui est peut-être le plus important, c'est que l'art comme les droits humains parlent un langage universel. Notre master *Applied Human Rights* à Vienne est le premier au monde à associer les droits humains et l'art de manière interdisciplinaire – nous en sommes très fiers. Nous sommes convaincus que les deux parties sont interdépendantes.

▷ Comment l'art peut-il être utilisé comme instrument de promotion des droits humains ?

◁ Les droits humains sont souvent menacés. Il est donc important de s'adresser à un public aussi large que possible. En tant que défenseurs des droits humains, nous devons aller au-delà de notre propre cercle et transmettre le message à différents groupes cibles. Les droits humains constituent le seul système de valeurs universellement reconnu. Les artistes peuvent contribuer à les renforcer et souligner leur importance dans la société.

« Les droits humains constituent le seul système de valeurs universellement reconnu. Les artistes peuvent contribuer à les renforcer et à souligner leur importance dans la société. »

▷ Quelles autres possibilités l'art offre-t-il pour défendre les droits fondamentaux ?

◁ L'art est souvent provocateur. Bien sûr, la plupart des gens n'aiment pas être provoqués, et sont susceptibles d'éprouver des sentiments négatifs. D'un autre côté, la provocation est un très bon outil pour attirer l'attention des personnes sur des thématiques auxquelles elles n'ont pas l'habitude d'être confrontées. Et si les artistes attirent l'attention en se servant de la provocation pour ouvrir ensuite un dialogue, que ce soit par des expositions ou des spectacles, ils peuvent sensibiliser les gens. Les *Pussy Riot* en sont un fantastique exemple ; elles luttent contre le régime de Vladimir Poutine depuis de nombreuses années.

▷ Avez-vous d'autres exemples d'artistes engagé-e-x-s ?

◁ Ai Weiwei est l'exemple classique d'un artiste dont les œuvres traitent des violations des droits humains, raison pour laquelle il a été emprisonné dans son pays d'origine, la Chine, avant de s'exiler. J'ai également fait la connaissance de l'artiste multimédia belge Koen Vanmechelen, qui a créé pour le *Global Campus of Human Rights* de Venise une sculpture intitulée *Collective Memory*. Cette statue grecque antique représentait un enfant assis sur une encyclopédie des droits humains et regardant devant lui, perdu dans ses pensées. Cette œuvre illustre la conviction profonde de Vanmechelen que l'art devrait jouer un rôle dans les débats actuels sur les droits humains.

▷ Pourquoi est-ce que ce sont souvent les artistes qui sont la cible des régimes autoritaires ?

◁ Les gouvernements autoritaires craignent une société civile forte. Et les artistes en particulier, car ils leur tendent un miroir et révèlent la vérité de manière radicale. À l'image du cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, qui s'est opposé à l'annexion de la Crimée. Son engagement lui a valu 20 ans de

prison dans un camp en Russie. Son cas a reçu une attention et un soutien international, notamment de la part des cinéastes Pedro Almodóvar et Wim Wenders. Sentsov a été libéré en septembre 2019 après cinq ans de détention, le jour même où nous avons projeté le film du réalisateur russe Askold Kurov sur son procès. Aujourd'hui, Kurov a lui aussi fui la Russie et nous le soutenons financièrement pour qu'il puisse poursuivre son travail sur les droits humains en tant que cinéaste en exil à Berlin.

▷ Comment voyez-vous le futur et le rôle que peut jouer l'art ?

◁ La situation mondiale actuelle est marquée par des crises existentielles. Outre la guerre et le non-respect croissant des droits fondamentaux, nous sommes confrontés à d'énormes problèmes tels que les catastrophes climatiques et la perte de la biodiversité. Nos certitudes sont de plus en plus remises en question. C'est pourquoi je pense qu'il est temps d'entrer dans une nouvelle ère des droits humains. Mais cette ère doit être véritablement universelle. Nous devons penser de manière beaucoup plus large et nouvelle. Les artistes peuvent jouer un rôle important, en s'adressant au grand public. Nous devons considérer les artistes comme une composante essentielle de la défense des droits humains. |

« L'art, qu'il soit visuel, musical ou performatif, peut être un important vecteur de messages et une occasion de dialoguer. »



La sculpture *Collective Memory* (mémoire collective) dans la cour intérieure du *Global Campus of Human Rights* à Venise.

© Koen Vanmechelen



Manfred Nowak est professeur universitaire des droits humains à Vienne. Il a été rapporteur spécial des Nations unies sur la torture de 2004 à 2010 et juge à la Chambre des droits de l'homme pour la Bosnie-Herzégovine à Sarajevo de 1996 à 2003. Il est actuellement secrétaire général du *Global Campus of Human Rights* à Venise et directeur du master *Applied Human Rights* à l'Université des arts appliqués de Vienne.

Contestation en couleurs

Le *street art* est devenu un moyen d'expression important. Dans le monde entier, des artistes utilisent l'espace public pour attirer l'attention sur des thématiques socio-politiques, appeler à la résistance contre les régimes et gouvernements et proposer des visions colorées d'une société plus juste. Par Tobias Oellig*

Personne ne peut dire avec certitude ce qui s'est réellement passé : les médias du monde entier ont raconté à maintes reprises, et de manière toujours différente, l'histoire des enfants qui ont provoqué la guerre civile en Syrie avec leurs graffitis. Un mythe moderne : David, une bombe de peinture à la main au lieu d'une fronde, contre Goliath.

On raconte qu'au printemps 2011, des enfants de la ville syrienne de Deraa ont tagué sur les murs d'une cour d'école des slogans dirigés contre le président Bachar el-Assad : « C'est ton tour Doktor » et « À bas, Assad ». Le lendemain matin, le concierge informait les autorités. La police a arrêté les suspects et les a torturés pour trouver les coupables. Indignés, leurs parents sont descendus dans la rue, d'autres personnes se sont solidarisées, les mobilisations locales se sont transformées en manifestations de plus en plus importantes – généralement pacifiques. Puis la guerre civile, qui se poursuit encore aujourd'hui, a fini par éclater. Ce qui est certain, c'est que les enfants ont tagué sur un mur un message qui a ému les gens dans tout le monde arabe. Ils exprimaient leur désir de plus de liberté et de justice.

En Égypte aussi, les gens ont exprimé en peinture leur frustration face à la dictature. À travers le *street art*, des artistes ont accompagné la manifestation politique qui a éclaté en 2011 autour de la place Tahrir, au Caire. Des images créées dans les rues reflétaient les aspirations et la colère du peuple, et alimentaient les manifestations. La rue Mohamed Mahmoud au Caire, où les affrontements ont été particulièrement violents, s'est transformée en une galerie de la révolte. « Entre 2011 et 2013, le graffiti a joué un rôle politique important », déclarait dans une interview de 2017 la sociologue égyptienne Mona Abaza, aujourd'hui décédée. « Ils étaient comme un baromètre de l'humeur : on allait chaque jour sur les murs pour lire ce qui y était écrit, pour comprendre la politique du moment. »

Des artistes comme Ammar Abo Bakr, Alaa Awad ou Ganzeer ont utilisé les murs et les façades de l'espace public pour combattre le régime égyptien à coup d'idées et de couleurs. Des fresques comme le portrait d'Omar Fathy, qui fusionne deux visages – celui du président Hosni Mubarak



© Hassan Ammar/AP

▲ En Égypte, de nombreuses œuvres d'art ont abordé le thème de la violence sexuelle systématique cautionnée par l'État pendant les manifestations, mais aussi celui de la résistance des premières concernées : les femmes. Sur ce graffiti de Mira Shihadeh datant de 2013, on peut lire « Non au harcèlement sexuel » sur un mur d'une rue du Caire.



© James Wendinger/Getty Images

► Dans les rues de Kiev, le *street art* aime intégrer des éléments urbains ou d'architecture dans la composition d'une œuvre, comme ce barrage anti-char utilisé par Banksy en juin 2023.



© Pawlo Bahmur/IMAGO

◀ Dans l'est de Londres, des personnes tentent de déchiffrer les messages prodémocratie peints par-dessus les fresques d'un mur de Brick Lane.

et celui de Mohamed Hussein Tantawi, alors chef des forces armées égyptiennes – ont acquis une renommée internationale. Tout comme la peinture murale de Ganzeer qui représente un tank prenant pour cible un cycliste livrant du pain. «C'était passionnant de voir comment les murs du Caire commençaient à vivre», avait déclaré Ganzeer. «Ils ont été le théâtre d'échanges avec la société. Le bouleversement se reflétait sur des surfaces auparavant vides.»

Cette pratique ne date pas de l'invention de la bombe aérosol. Lors des fouilles de Pompéi déjà, on a découvert des commentaires politiques gravés sur les murs. «Le terme de *street art* est relativement récent. Il est utilisé depuis les années 2000 et est un terme générique qui réunit deux formes d'art: les graffitis et la peinture murale», explique Lisa Bogerts de l'*Institut für Protest und Bewegungsforschung* (Institut de recherche sur les manifestations et les mouvements sociaux), à Berlin. Le graffiti s'est plus particulièrement développé dans les années 1960 et 1970 à New York et Philadelphie, où il était surtout constitué de messages écrits. «C'était d'une part une 'culture jeune': on laissait son nom et on marquait son territoire. En même temps, c'était une forme d'expression politique, car ce sont surtout des groupes marginalisés, des jeunes noirs et latinos, qui voulaient s'assurer une visibilité avec leurs graffitis», précise Lisa Bogerts.

En revanche, la peinture murale n'était pas à l'origine une forme de protestation, mais une pratique de domination utilisée à grande échelle par les maisons royales et l'Église catholique. Sa signification n'a changé qu'au XX^e siècle. «Après la révolution mexicaine de 1910, la peinture murale était déjà socialement critique, mais encore très représentative de l'État. C'est à partir du milieu du siècle qu'elle a acquis un caractère plus résistant, notamment dans plusieurs pays d'Afrique. Les dictatures du Chili et de l'Argentine ont quant à elles donné lieu à de nombreuses peintures contestataires.»

Le *street art* porte la contradiction dans l'espace public. Il peut aiguïser la conscience sociale en sensibilisant les gens à des thèmes politiques ou sociaux qu'ils ne suivent pas activement par ailleurs. «Les images nous permettent d'avoir une autre approche du monde que les mots et les pamphlets politiques», explique Lisa Bogerts. «Elles associent des arguments logiques à une force de persuasion affective, elles nous font vivre les choses de manière sensorielle. Les images peuvent influencer la manière dont nous percevons la politique, si nous la considérons comme légitime ou non.»

► Lors d'une cérémonie à la mémoire de **George Floyd** en 2020, une participante exprime sa tristesse devant l'un des nombreux graffitis représentant le portrait de cet homme afro-américain, mort asphyxié sous le genou d'un policier lors de son arrestation.



◀ Le *street art* met souvent l'accent sur les injustices et les discriminations subies par les minorités, comme ces peintures au spray sur toile de la série «Douce France» de l'artiste MTO, qui traitent de la violence policière en France, en particulier contre les Roms.

Une approche sensorielle de la politique | Dans les zones de conflit, les œuvres de *street art* deviennent souvent des symboles de résistance qui encouragent le peuple à se défendre contre l'oppression. Ainsi, l'artiste yéménite Murad Subay a fait des façades de son pays, détruites par des roquettes et des tirs, ses toiles. «Je voulais montrer qu'il y a de l'art dans ces lieux, qu'il y a de l'espoir, que les gens continuent à se battre même à un moment très sombre où un pays décide de son histoire», a-t-il déclaré dans une interview.

Malgré toute l'attention qu'il peut susciter, le *street art* reste un phénomène éphémère: les œuvres d'art sont remplacées par de nouvelles, les façades disparaissent lorsqu'une maison est démolie ou bombardée, les régimes font souvent recouvrir les images. «Pour le grand public, une manifestation n'est souvent perçue comme réussie que lorsqu'elle modifie une politique concrète», explique Lisa Bogerts. «Mais même le *street art* qui n'est pas rendu public peut avoir un impact. Parce qu'il crée une prise de conscience au sein de la population locale.» Paradoxalement, le *street art* peut même avoir une résonance lorsqu'il est victime de censure: «Dès le moment où une image est censurée, cela signifie qu'elle a représenté une menace ou déclenché de la peur chez les politiques en place.»

Un groupe d'artistes chinois critiques a exploité la peur du pouvoir et de ses censeurs dans le but de dénoncer la répression et la propagande d'État de Pékin. Durant l'été 2023, ils ont recouvert de peinture blanche les œuvres de *street art* sur toute la longueur d'une rue dans le quartier de *Brick Lane*, dans l'est londonien, connu pour sa scène artistique animée. Ils ont ensuite sprayé à la bombe sur la surface blanchie des caractères chinois rouge vif qui reflètent les «valeurs socialistes fondamentales» de la République populaire, largement diffusées en Chine comme propagande d'État. Cette action qui consistait à effacer des dizaines de murs de *street art* de grande qualité a permis de conscientiser les passant-e-x-s à la brutalité de la censure chinoise.

La confrontation avec les mécanismes de la censure a toutefois été de courte durée: probablement par crainte de troubles diplomatiques, Londres a rapidement fait repeindre les inscriptions. Mais dès midi le même jour, un jeune homme de Hong Kong a tagué en chinois sur la surface blanche une citation de l'écrivain Milan Kundera: «La lutte des personnes contre le pouvoir est la lutte de la mémoire contre l'oubli.» |

* Tobias Oellig est journaliste indépendant. Il vit et travaille en Allemagne.



« L'art peut tout faire ! »

Il fait partie des peintres européens contemporains les plus renommés. Entretien avec Daniel Richter, où il est question de liberté artistique, d'engagement, d'Amnesty International et de ketchup sur ses toiles.

Propos recueillis par Nina Apin et Maik Söhler

▷ **AMNESTY** : Vous êtes membre de longue date d'Amnesty International. Comment avez-vous débuté ?

◁ **Daniel Richter** : Il y a un groupe d'Amnesty assez important à Lütjeburg, d'où je viens. Il était animé par une enseignante qui avait lancé une campagne pour que les membres de la *Rote Armee Fraktion* qui avaient été arrêtés soient reconnus comme prisonniers politiques. De quoi titiller l'esprit rebelle de mes 15 ans. Cela étant, je n'ai adhéré à Amnesty que vingt ans plus tard.

▷ Qu'est-ce qui vous lie aujourd'hui à Amnesty ?

◁ La défense des droits humains, et plus particulièrement de la liberté d'expression et de la liberté artistique, est malheureusement encore plus nécessaire aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Surtout quand on considère l'art en tant que moyen d'expression libre, la perception d'une œuvre d'art est toujours révélatrice du fonctionnement d'une société. Une image quelconque d'une personne nue provoquera des bâillements en Europe centrale, de la honte dans les parties du monde plus prudes et de l'indignation dans les systèmes religieux autoritaires.



▲ **Daniel Richter** est considéré comme l'un des artistes contemporains les plus importants en Europe. Il vit et travaille à Berlin, Hambourg et Vienne, où il enseigne l'« espace pictural élargi » à l'Académie des beaux-arts.

▷ Lorsqu'on vous pose la question « Que peut faire l'art ? », que répondez-vous ?

◁ L'art peut tout faire, mais il doit être le moins ennuyeux possible. Peut-on alors aussi peindre des croix gammées, me demanderez-vous ? Non, mais cela dépend parfois du contexte. De jeunes antifascistes avaient été poursuivis en justice pour « diffusion de symboles anticonstitutionnels » : il s'agissait d'une croix gammée barrée. Dans une société libre, l'art devrait pouvoir tout faire. Libre aux artistes de prendre le risque de se ridiculiser, ou de devenir des tigres de papier dans leur radicalisme.

▷ « L'art peut tout faire », est-ce que cela s'applique aussi à l'art engagé qui dénonce les abus ?

◁ L'art engagé est toujours lié à un but et vit des messages qui l'accompagnent. Par la force des choses, c'est souvent l'intention qui compte, et non la réalisation. Le problème, c'est que la définition de l'art en souffre. Cela devient difficile lorsque la première œuvre venue d'un artiste du dimanche qui a de bonnes intentions revendique soudain la même valeur qu'un tableau de Francis Bacon.

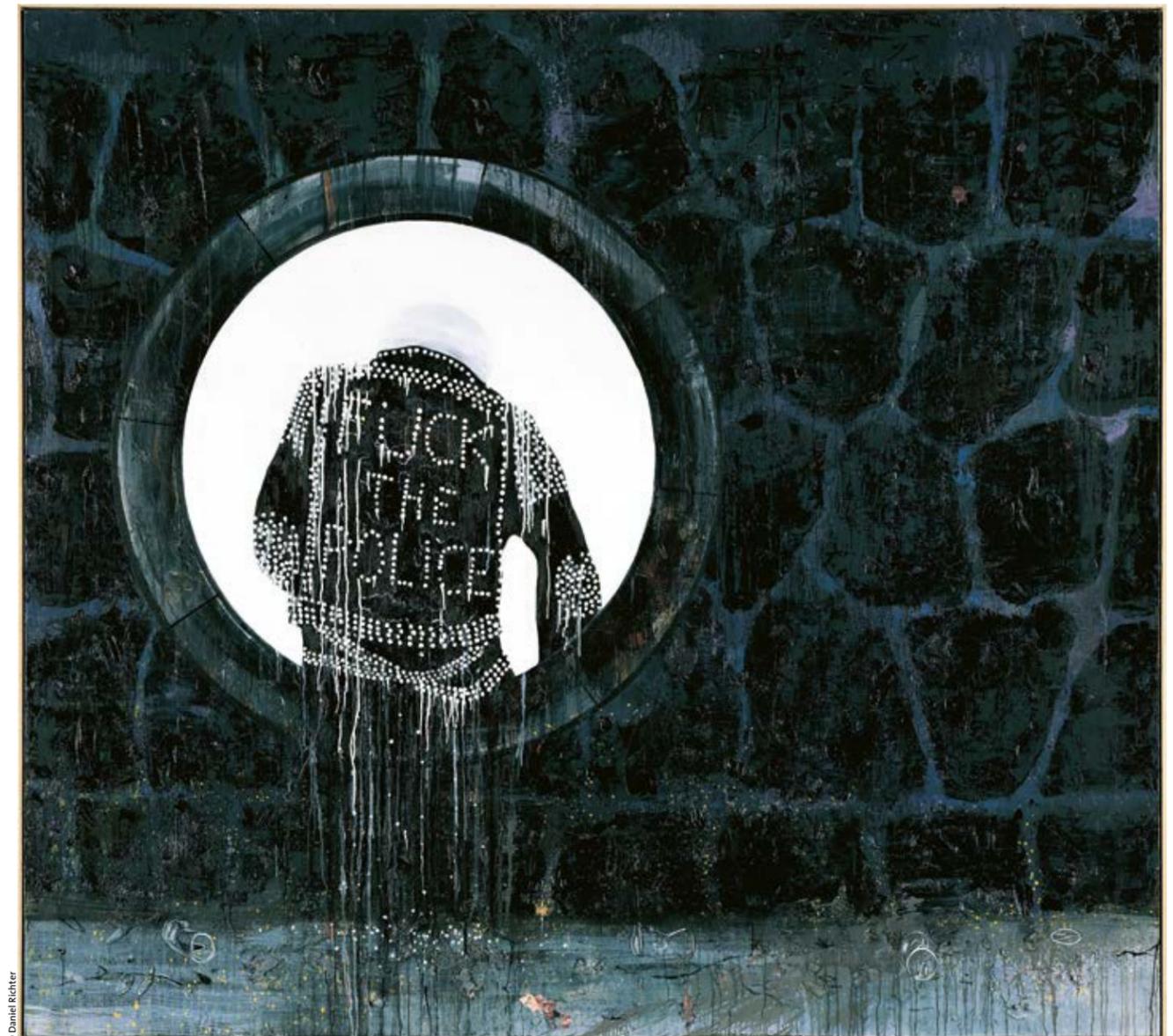
▷ Pourtant, il existe aussi des œuvres de grande qualité qui prennent position sur des questions politiques et sociales. Vous connaissez les deux, car vous avez fréquenté dans votre jeunesse le milieu du squat à Hambourg...

◁ Tous les squats d'Allemagne étaient recouverts de peintures murales mal faites. La *Hafenstrasse* à Hambourg était elle aussi le témoin du déclin de la peinture murale. Mais tout art a une fonction, tout mouvement a besoin d'images et de symboles. On peut alors froncer le nez et dire : « Ce n'est pas intéressant en tant qu'art. » Et c'est vrai, car ce n'était pas censé être de l'art, mais plutôt une partie d'une activité, un symbole ou un manifeste.

▷ Existe-t-il selon vous des caractéristiques universelles qui définissent le « bon art » ?

◁ La définition sociale de ce qui est bon, beau, important ou vrai change en permanence. On peut le voir clairement dans notre quotidien. Au cours du temps, nous avons adopté des critères pour valoriser certains médias ou formes d'art, qu'il s'agisse de la poterie japonaise vers 1750 ou de l'émail persan au XIII^e siècle. Pour la peinture aussi, un canon s'est formé depuis le Moyen Âge, dans lequel les mouvements les plus contradictoires ont trouvé leur place.

▼ **Lonely Old Slogan, 2006** – « Le slogan 'Fuck the Police' est à la fois simple et très couramment utilisé. On le connaît bien dans le punk. J'ai eu l'idée d'utiliser les nombreux rivets sur les vestes en jean ou en cuir comme éléments décoratifs, également pour exprimer le fait que ce moment de rébellion est en quelque sorte en train de disparaître. Même les anciens de la gauche radicale ont désormais pour la plupart une relation différenciée avec l'appareil policier. D'où le titre de l'image. Je voulais montrer comment une attitude s'est transformée en un slogan auquel plus personne ne croit vraiment. Beaucoup de ceux qui crient 'all cops are bastards' aimeraient bien être flics eux-mêmes, je suppose. »



© Daniel Richter

▷ Diriez-vous que vous faites de l'art politique ?

◁ Mon travail est constitué de différentes phases. Pour certaines, je dirais que je fais de l'art qui traite au sens large de thèmes sociaux et politiques ou de la question de savoir ce que l'on peut représenter en tant qu'artiste. Je ne considère pas cela comme de l'art engagé.

▷ Ailleurs dans le monde, l'art joue de toute façon un autre rôle que dans les sociétés occidentales. Les artistes doivent se battre pour des choses qui vont de soi ici.

◁ Il y a effectivement beaucoup d'endroits dans lesquels la représentation des corps, par exemple, est devenue un combat culturel. Cela vaut pour la représentation des prises de position *queer*, mais aussi pour l'art féminin et féministe. Des systèmes autoritaires et patriarcaux luttent pour imposer leur définition de ces images, tout en les utilisant comme argument contre un Occident décadent. Il est profondément déprimant de devoir assister au retour tragique des systèmes autoritaires et religieux en Europe également.

▷ Certains artistes ne se contentent pas de faire « seulement de l'art ». Ils veulent participer à un monde meilleur. Quel regard portez-vous sur leur démarche ?

◁ Je pense que c'est une bonne chose. On retrouve souvent ce genre de positions dans le domaine du cinéma, du théâtre et de la performance. Souvent, on y critique la liberté individualiste de la peinture : l'artiste romantique est assis dans son atelier et peint, et finalement, son œuvre n'aura aucune pertinence sociale. Pourtant, il existe une façon très simple de définir si un tableau est légitime : si quelqu'un se présente à la porte et dit « tu vas aller en prison parce que tu as peint un tableau qui ne nous convient pas ». L'art devient vraiment utile au moment où la société est prête à accepter ou à promouvoir le message qu'il véhicule. Une œuvre d'art peut nous inciter à manger végétarien, la suivante peut remettre en question ton rôle d'homme blanc hétérosexuel. |

► **Russland-Collagen, 2022** – « Une fois, j'ai illustré un livre pour l'écrivain russe Vladimir Sorokin. L'histoire de *Nastya* est horrible et se déroule dans un décor digne de Tchekhov. Le texte parle de la dépravation morale des élites russes, y compris des libéraux. Lorsque la guerre a commencé en Ukraine, j'ai vu l'opportunité d'illustrer l'abomination de ce texte. Ma série était principalement basée sur des peintures, ennuyeuses, de la Russie du XIX^e siècle. On y voit une photo de Poutine, jeune, dans la peau d'un pionnier, l'air malicieux et en sueur. Avec un fusil, un sabre et une croix – symboles de la gloire russe – et, en dessous, l'extrait d'un magazine porno bon marché que je traîne avec moi depuis des lustres parce qu'il me fascine : *'Weekend Sex'*, un produit danois des années 1970. En quelque sorte, une rencontre entre deux banalités qui ont donné lieu à des obscénités. »



© Daniel Richter

◀ **Tarifa, 2001 (photo de couverture)** – « À la fin des années 1990, de nombreux réfugiés d'Afrique du Nord sont passés par Ceuta et Tarifa, deux *hotspots* pour surfeurs. À l'époque, j'avais été scandalisé par les images de personnes en maillot de bain qui barbotaient et surfaient au milieu des corps de personnes qui n'avaient pas réussi la traversée. Le tableau était une tentative d'approcher cette contradiction, de se mettre à la place de ceux qui sont sur l'eau. Le tableau mesure 3,50 mètres de haut. Quand on se tient devant, il faut lever la tête pour tout voir. Cette grandeur et cette obscurité, associées au blanc, donnent une impression presque physique d'être sur place. Les couleurs et le regard des gens sur les bateaux doivent résumer cette peur et ce désarroi. Je n'ai pas vraiment réussi à représenter ces états d'âme en peinture, mais l'image a eu du succès. Peut-être parce qu'il y avait déjà une lassitude de la politique quotidienne vis-à-vis des images réelles. »



© Daniel Richter



© Tony Suarez/Adriana Elena Bravo Morales/Satellites of Art

▲ **Adriana Elena Bravo Morales, Beso de Chola, 2016** – La photographie intitulée *Beso de Chola* (baiser de femme indigène) montre l'artiste bolivienne Adriana Elena Bravo Morales et sa curatrice, toutes deux en tenue traditionnelle, en train de s'embrasser. Un tirage géant avait été accroché dans des lieux fréquentés de La Paz afin d'immortaliser les réactions du public. Le rapport de la société à la corporalité et à l'autodétermination sexuelle des femmes – en particulier des femmes indigènes boliviennes – est au cœur des œuvres d'Adriana Elena Bravo Morales.

Images (de) contestataires

Dans certains contextes, une œuvre d'art est un moyen privilégié d'exprimer son opinion.

Focus sur deux artistes. Par Manuela Reimann Graf

Adriana Elena Bravo Morales Remettre la tradition en question

Intégrée au coffret édité par *Satellites of Art* (voir encadré), la photographie *Beso de Chola* réalisée par l'artiste mexico-bolivienne Adriana Elena Bravo Morales interroge les liens entre la question indigène et la place de la sexualité des femmes dans une société traditionnelle. « Tout est parti d'une expérience vécue lors d'une fête, lorsqu'une amie a été draguée de manière très offensive par une *chola*, comme on appelle communément les femmes indigènes portant des vêtements traditionnels », raconte Adriana Elena Bravo Morales. Elle se souvient avoir été d'abord choquée par les avances de la femme, puis par sa propre réaction, dictée par une société

hétéro-patriarcale : « Comment pouvais-je réagir ainsi en tant que femme et lesbienne ? » Avec sa curatrice Maria Teresa Rojas, elle décide donc de visualiser ce thème caché, quitte à s'exposer à des réactions négatives, voire à des agressions.

Elle se souvient aussi de la surprise des gens lorsque l'œuvre a été exposée. De la stupeur qui les avait saisis lorsqu'ils avaient pris conscience que la photographie représentait une réalité, les privant de rester indifférents car touchés dans leur sphère intime. Face aux réactions incontrôlables, tantôt amicales tantôt violentes, l'artiste a pu observer combien la confrontation avec le thème si personnel de la sexualité influence notre comportement. « Je veux que les spectateurs comprennent que nous sommes tous des êtres sexuels : les personnes âgées, les personnes handicapées, ... et bien sûr les femmes autochtones. »

Par son travail, Adriana Elena Bravo Morales cherche à élargir les mentalités sur la sexualité et à ajouter une image nouvelle et inhabituelle. Car les médias de masse, la publicité, la pornographie ne nous offrent qu'un seul modèle : des corps bien proportionnés qui répondent aux canons de l'esthétique occidentale, basés sur les idéaux grecs antiques de perfection et de symétrie. « C'est ainsi que nous n'avons tous que des personnes caucasiennes comme modèles de beauté dans notre imaginaire. »

Son travail lui a valu des agressions verbales, voire physiques. Des agressions qu'elle juge inoffensives au regard de

Seyha Hour

Le pinceau guidé par les droits humains

Né en 1991 dans une région du Cambodge dominée par les Khmers rouges, Seyha Hour a connu la violence et la pauvreté dès son plus jeune âge. Lorsqu'il a 12 ans, ses parents appauvris le confient à une plantation thaïlandaise, où il devra travailler dur. Son asservissement ne prend fin que lorsqu'il est arrêté par la police thaïlandaise en tant que « clandestin ». Une organisation le prend alors en charge, le place dans un foyer pour enfants au Cambodge et l'initie aux arts visuels.

Coup de projecteur sur les artistes du Sud global

Dans les pays peu intégrés au marché de l'art, il est difficile pour les artistes de se faire connaître. Bien souvent, ils sont privé-e-x-s de tout soutien et se mettent parfois en danger à cause de leurs œuvres critiques. L'organisation *Satellites of Art*, à laquelle Amnesty Suisse commande entre autres des images pour ses cartes de vœux, propose son soutien à ces artistes du Sud. L'organisation diffuse leurs œuvres, également sur ses canaux digitaux, leur propose des projets sur mesure, des coopérations, des manifestations et des expositions. Elle met ainsi en valeur l'influence créative de l'art sur le changement social global, mais permet également aux artistes de bénéficier d'un revenu équitable. « Nous rendons particulièrement visibles les artistes qui s'occupent de thèmes sociaux, des droits humains et de l'environnement », explique la fondatrice et directrice de *Satellites of Art* Katrin Imhof. Parmi les artistes soutenu-e-x-s par l'organisation, on trouve notamment le peintre cambodgien Seyha Hour et son œuvre ainsi que l'artiste mexico-bolivienne Adriana Elena Bravo Morales qui travaille de manière transdisciplinaire.

www.satellites-of-art.com

la violence des thèmes qu'elle aborde. En tant qu'artiste bolivienne, elle est souvent ignorée. Mais cette invisibilisation lui permet toutefois de travailler sans entraves.

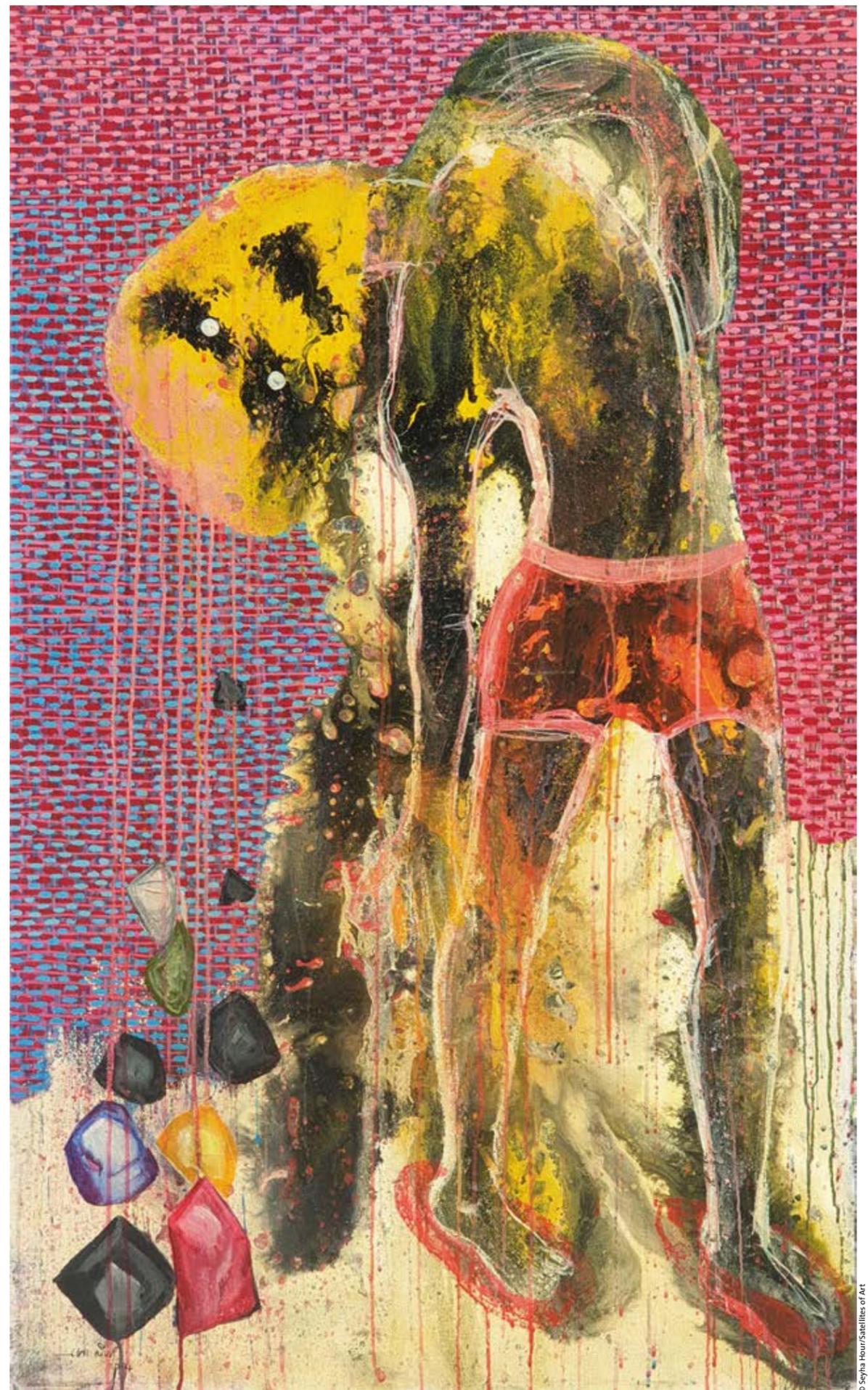
Pour Adriana Elena Bravo Morales, parce qu'elles jaillissent du plus profond des personnes qui les créent, les œuvres d'art sont un moyen de dénoncer les inégalités. Créer une œuvre, c'est remettre en question le grand tout. « L'art est un mode de connaissance qui nous amène à comprendre non seulement intellectuellement, mais aussi émotionnellement, voire intuitivement. Travailler comme artiste donne la possibilité de représenter ce qui est caché et de dénoncer l'oppression. » |

Le travail de Seyha Hour s'inspire essentiellement des images spirituelles que l'on trouve dans les temples bouddhistes : « Enfant, je croyais déjà que la forêt était peuplée de nombreuses créatures. Tous ces esprits que je peins sont issus de mon imagination d'enfant, nourrie par mon père. Celui-ci m'avait parlé des crimes qui avaient été commis ici dans les années 1990. Je me souviens qu'enfant, je me promenais dans la forêt et ai découvert mes premiers cadavres et leur terrible odeur. »

Son travail d'artiste thématise sans cesse les expériences qu'il a vécues en tant qu'enfant asservi ainsi que la cruauté de la guerre. Seyha Hour estime qu'il est de son devoir d'attirer également l'attention sur les injustices actuelles dans son pays. « Les droits humains jouent toujours un rôle dans mon travail et guident souvent mon pinceau de manière inconsciente, même lorsque je peins des paysages ou des œuvres abstraites. »

Selon lui, les rares artistes qui, comme lui, s'expriment de manière critique au Cambodge ont eux-mêmes vécu des violations de leurs droits fondamentaux. Jusqu'à présent, ses peintures militantes ne lui ont pas valu d'être inquiété par les autorités. Mais le risque existe bel et bien « si les autorités comprenaient mieux l'art moderne, si elles savaient comment lire le sens caché des œuvres d'art modernes, je serais en danger. » |

► **Seyha Hour, *The Weight of Life Since Childhood*, 2014** – Dans le tableau *The Weight of Life Since Childhood* (Le poids de la vie depuis l'enfance) de Seyha Hour, le personnage est tiré vers l'arrière par une masse pesante. Dans son œuvre, l'artiste cambodgien s'inspire de ses années passées comme enfant esclave et de ses expériences liées à la guerre et la pauvreté.



Art abstrait, engagement concret

Antimilitariste convaincu, le plasticien genevois John Armleder préfère ne pas mêler son engagement politique et son travail, de façon à conserver le caractère abstrait de ses œuvres. Par Jean-Marie Banderet

Séparer son travail de ses opinions, c'est la voie qu'a choisie l'artiste genevois John Armleder. «Je n'ai jamais pensé que mes œuvres devaient refléter mon engagement social et politique. Je l'exerce à titre individuel, non pas comme artiste. J'ai toujours séparé le message de mon travail, qui est vraiment abstrait dans le sens absolu du terme.» Pourtant, il ne manque pas d'esprit critique. Objecteur de conscience, John Armleder a passé sept mois en prison en 1967 pour avoir défendu ses valeurs. Une expérience marquante –il sera enfermé avec de «vrais» criminels après avoir jeté des tracts politiques par la fenêtre de sa cellule d'objecteur– qui confortera son engagement antimilitariste.

« Dans le milieu artistique, on a beaucoup de liberté pour affirmer des choses. Mais le revers de cette liberté, c'est que ça n'a que très peu d'efficacité. » John Armleder

L'artiste, qui vit et travaille à Genève, a trouvé sa voie très tôt. En 1956 déjà, alors qu'il n'a que 8 ans, il a une «sorte d'épiphanie» au MoMA de New York devant le *Carré blanc sur fond blanc* de Kasimir Malevitch. C'est à ce moment-là qu'il comprend que c'est ce qu'il veut faire de sa vie. Entre-temps, John Armleder est devenu l'un des plasticiens les plus connus de Suisse. Il est également galeriste. Il participe chaque année à la foire de Bâle (*Art Basel*), où il expose les œuvres d'autres artistes –et leur reverse la totalité du prix des ventes, contrairement à l'usage du métier.

John Armleder est conscient que l'art peut toujours être détourné à des fins de propagande. De Napoléon Bonaparte à Staline, les exemples historiques ne manquent pas. «C'est pour ça que je me garde bien de penser que mon activité illustre quoi que ce soit, qu'elle sert un discours ou reflète une opinion, parce que je refuse que le pouvoir dominant la réutilise à son escient.» En revanche, il ne se déclare pas opposé à ce que d'autres, à titre personnel, interprètent ses œuvres à leur façon, car selon lui: «Le vrai créateur d'une œuvre, c'est celui qui la regarde.»

Pour le plasticien genevois John Armleder, l'engagement politique et social ne doit pas nécessairement transparaître dans les œuvres des artistes. «J'ai toujours séparé le message de mon travail, qui est vraiment abstrait dans le sens absolu du terme.»



© John Armleder

▼ Lors de la vente aux enchères organisée par Sotheby's en 2022, John Armleder avait fait don à Amnesty International du **diptyque** *Disobedient I & II* – que vous pouvez voir en pages 10-11.

Amnesty soutenue par les artistes

Depuis sa création, l'organisation entretient des liens étroits avec le monde de l'art. Elle a reçu le soutien d'artistes comme Pablo Picasso, Joan Miró, Yoko Ono ou Gerhard Richter. Par Manuela Reimann Graf

Au siècle passé, plusieurs artistes de renom ont prêté leur talent pour réaliser les affiches de campagne d'Amnesty International. Aujourd'hui, les grandes campagnes d'affichage public se font rares. Mais ce n'est pas pour autant que le lien entre Amnesty et l'art est rompu: les artistes qui soutiennent Amnesty le font par le biais d'autres projets ou d'autres formes d'art –et cela tant au niveau international qu'à celui des sections nationales du mouvement. En voici quelques exemples:

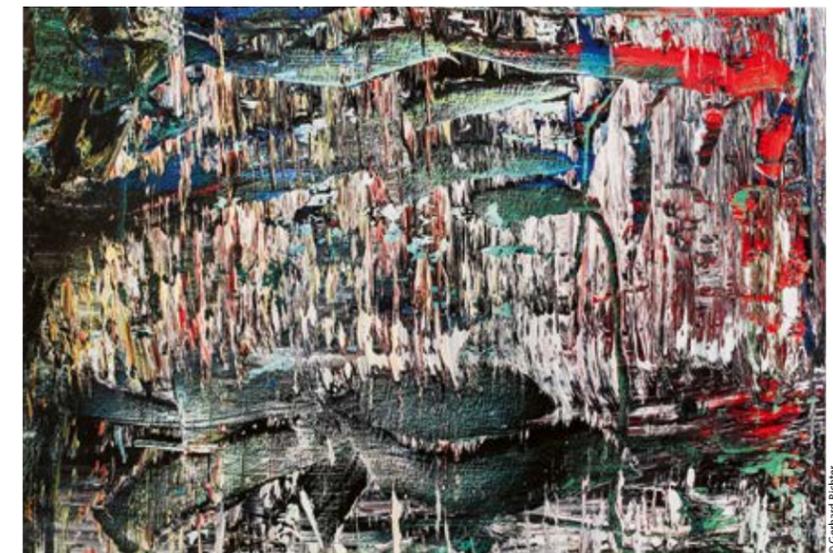
Des enchères pour le compte d'Amnesty

L'an dernier, le célèbre artiste suisse Titus Eichenberger a eu l'idée d'organiser une vente aux enchères d'œuvres d'art en faveur d'Amnesty. Grâce au concours de Bill Shipsey de *Art for Human Rights* et de la célèbre maison de vente aux enchères Sotheby's, la vente organisée à Paris le 6 décembre 2022 a permis de lever des fonds importants pour le compte des sections suisse et française d'Amnesty. Des artistes renommés comme Marlene Dumas, Richard Serra, Luc Tuymans, Ai Weiwei, Michael Craig-Martin, Genieve Figgis, Suzan Frecon et Thomas Struth ont fait don d'une œuvre. Le peintre genevois John Armleder –dont le tableau est reproduit en pages 10 et 11– fait également partie des artistes qui ont contribué à la vente.

Les recettes de la vente aux enchères ont été directement versées pour financer le travail d'Amnesty International, notamment son *Evidence Lab* qui utilise les méthodes d'investigation numériques les plus modernes pour documenter les violations des droits humains, en particulier dans les zones de guerre et de conflit.

Déclaration en boîte

L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est consacré à la liberté d'expression. Une liberté essentielle pour les artistes. Ainsi, une entreprise baptisée «Art 19» a vu le jour dans le but de récolter des fonds pour des projets de défense des droits humains à travers la vente d'œuvres d'artistes contemporain-e-x-s de premier plan. Ses directeurs, Mike Karstens, Burkhard Richter et Jochen M. Wilms ont lancé en 2019 le projet d'une boîte composée de dix œuvres en édition limitée. Le coffret comprend



▲ Gerhard Richter, *Cut*, 2018 – Cette œuvre du célèbre peintre allemand Gerhard Richter fait partie du coffret d'œuvres vendues par «Art 19».

« Bien que je ne me considère pas comme une activiste, je crois que mon art, quelle que soit sa nature, est une expression de protestation et un cri pour l'humanité. » Shirin Neshat, artiste iranienne

des œuvres du couple d'artistes Ilya et Emilia Kabakov ainsi que de Gerhard Richter, Yoko Ono, Shirin Neshat, Chiharu Shiota, Shilpa Gupta, Kiki Smith, Ayşe Erkmen, Rosemarie Trockel et William Kentridge. Les œuvres originales traitent des droits humains en les interprétant de manière artistique. Quelques-unes des œuvres graphiques originales signées sont encore en vente dans des boîtes en lin réalisées à la main. Les recettes seront reversées à Amnesty International. |

Pépinière de talents hors normes

Dans les environs de Fribourg, un atelier repère les nouveaux talents et les aide à se faire connaître dans le marché de l'art. Avec une particularité : toutes les artistes ont un handicap. Reportage à Villars-sur-Glâne.

Texte et photos par Olalla Piñeiro Trigo et Jean-Marie Banderet



▲ Au CREAHM, chaque artiste a un univers bien défini. **Jean-Yves Masset**, lui, aime prendre place derrière la fenêtre pour créer ses oiseaux extraordinaires.

« Depuis que je viens ici, j'ai amélioré mes compétences et j'ai aussi gagné en autonomie. Je sors un peu de ma bulle et ça m'apporte des contacts humains. J'aime bien socialiser. » Comme les autres artistes présent-e-s à l'atelier ce matin de septembre, Mandeep replonge dans son dessin : un enchevêtrement de formes géométriques et abstraites qu'il réalise au feutre bleu. Les conversations se font à voix basse dans le grand atelier baigné de lumière. Le long de la baie vitrée donnant sur le jardin, une grande table et deux petites. Dans un coin, une grande toile est accrochée à même le mur, et deux personnes sont assises à des bureaux individuels, un peu à l'écart.

Bernard Grandgirard, Géraldine Piller, Iason Scyboz, Jean-Yves Masset, Léonard Périès, Mandeep Singh et Pascal Vonlanthen se retrouvent au CREAHM (Créativité et handicap mental) tous les mercredis. L'espace accueille dix-huit artistes au total, qui viennent y travailler à tour de rôle. Hormis le portique décoré de fresques colorées à l'entrée, rien ne différencie l'endroit des autres maisons de cette zone pavillonnaire de Villars-sur-Glâne, dans l'agglomération de Fribourg. En y regardant de plus près, il y a bien quelques autres éléments qui trahissent la présence d'artistes, comme ce grand tourniquet en

métal décoré des visages entremêlés qui caractérisent les œuvres de Léonard, ou les sculptures de Géraldine qui ont résisté au vandalisme : « Un jour, quelques-unes ont été cassées, et d'autres ont disparu. Quelqu'un a dû les voler. C'est dommage. »

À l'abri du crachin qui tombe en cette fin de matinée, Géraldine est penchée sur une grande feuille, sur laquelle figurent trois pingouins, chacun habillé différemment. Iason pour sa part travaille sur une grande toile qui dépasse deux mètres de long. Les œuvres de ce Gruyérien de 34 ans se reconnaissent au premier coup d'œil grâce à la palette de couleurs vives, presque fluos, qu'il utilise. « Je m'inspire des couleurs de la lumière de fin d'après-midi », explique-t-il. La Dent de Broc, sommet incontournable de sa région et étroitement lié à son enfance, se retrouve dans la plupart des paysages qu'il peint. Iason travaille régulièrement à l'atelier depuis 2008. Depuis, il a exposé à Fribourg et participé à plusieurs expositions collectives. Une reconnaissance qui le remplit de joie et de fierté.

L'art avant le handicap | Depuis 1998, l'association CREAHM, calquée sur l'institution belge du même nom ouverte à Liège dans les années 1970, s'est donné

pour mission de développer les talents artistiques de personnes avec un handicap mental ou psychique, et de promouvoir leur travail.

Laurence Cotting et Gion Capeder se partagent la responsabilité de l'atelier. Tous deux artistes, iels accompagnent les personnes qui travaillent au CREAHM depuis une dizaine d'années. L'institution a obtenu le label « Culture inclusive ». Hors, l'accompagnement de Laurence et Gion se limite strictement au domaine artistique : aucun-e des deux n'occupe un rôle d'éducateur-trice.

« Nous voulons éviter une vision misérabiliste. Il ne s'agit pas d'occuper par l'art des personnes handicapées, mais plutôt de proposer aux artistes avec un handicap un lieu adapté pour qu'ils puissent évoluer. Nous allons les juger comme tout autre artiste sans les ranger dans des cases », soutient Gion. Chaque candidat-e-x-s passe ainsi par une phase de sélection. « Il faut que nous décelions un potentiel et des capacités artistiques. Le handicap seul ne constitue pas un critère pour rentrer au CREAHM », précise Laurence Cotting. L'artiste fribourgeoise dit avoir eu un « coup de foudre » pour cet art qu'elle qualifie de « outsider ». « J'aime beaucoup travailler avec ces artistes car leur travail s'inscrit dans l'instinct, l'émotionnel. Il permet un luxe rare : se recentrer sur les bases. »

Outre les retours « techniques » sur le travail des artistes, Laurence et Gion travaillent comme galeristes, mobilisant leurs contacts et leur connaissance du milieu pour organiser les expositions des artistes du CREAHM. Ainsi, les œuvres de Pascal Vonlanthen – analphabète, il s'inspire de coupures de journaux et de livres scientifiques pour son travail – ont été exposées au Centre d'art contemporain à Genève, au musée Tinguely à Bâle ou dans des galeries à Milan, Paris ou São Paulo. Mais sa carrière a décollé en 2017, lorsque Jason Wu, l'un des stylistes fétiches de Michelle Obama, a sorti une collection printanière de vêtements tissés avec les œuvres de Pascal. « Sa réappropriation poétique de l'écriture plaît beaucoup », avance Laurence. Pour preuve : il a été finaliste aux *Swiss Art Awards* à deux reprises. Une autre des artistes du CREAHM, Rosalina Aleixo, a pour sa part été lauréate du Prix Suisse d'Art Brut en 2017.

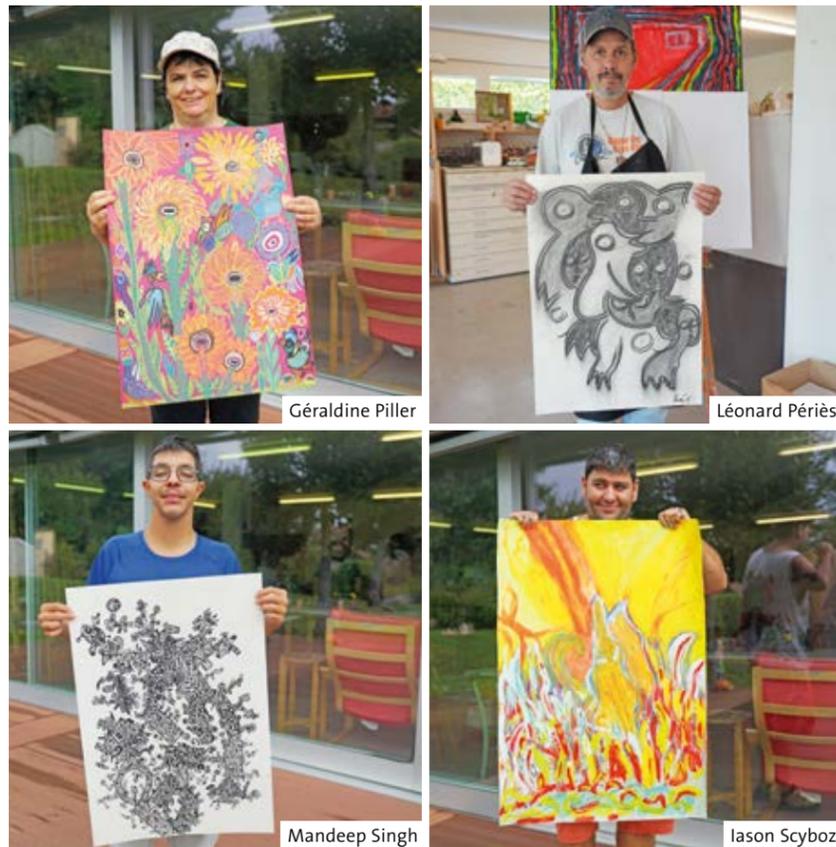
Les artistes en situation de handicap peinent à se faire une place. Laurence et Gion croient pourtant au côté fédérateur de l'art. « L'art est universel car nous avons tous en nous une capacité de création. C'est subjectif, cela renvoie au sensoriel, à l'intime », déclare Gion. Les œuvres des artistes du CREAHM ont « toute leur place dans des musées contemporains », selon Laurence. Une reconnaissance publique qui permet de « déconstruire les stéréotypes sur le handicap ».

« L'art est universel car nous avons tous en nous une capacité de création. C'est subjectif, cela renvoie au sensoriel, à l'intime ».

Gion Capeder

Incubateur d'idées | Plat préparé réchauffé pour certain-e-s, pique-nique plus ou moins élaboré pour d'autres, l'atelier se transforme en cantine l'espace d'une heure. L'occasion de poser quelques questions, et d'apercevoir ce qui fait l'attrait de ce lieu : la rencontre. « J'ai du plaisir à venir ici, discuter avec d'autres artistes et voir comment ils travaillent », confie Léonard.

Pas question cependant de parler d'influence entre les artistes. Il suffit pour s'en convaincre de regarder dans les tiroirs d'archives. Chacun-e a un style très affirmé. Des paysages roses-orangés de la Gruyère de Iason, au



rêve américain avec les œuvres de Bernard qui reproduit minutieusement vieilles Cadillac et Ford Mustang, gros camions, paysages ferroviaires de la Route 66 dans des traits de stylo noir extrêmement précis. Léonard, lui, se sert du fusain ou de stylos pour construire des foules humaines épurées, visages ou personnages entiers, où chaque contour fait également partie de la silhouette suivante. Quant à Mandeep, le plus jeune et le plus fraîchement arrivé, il se penche sur des formes géométriques abstraites, complexes et précises, n'utilisant que deux ou trois couleurs. Enfin, Géraldine s'inspire de la nature et compose ses toiles très colorées avec des fleurs, des insectes ou autres grenouilles. « J'ai beaucoup progressé depuis que je suis ici. J'ai appris des techniques de dessin que je ne connaissais pas comme le fusain et la gravure », explique-t-elle.

Les trois pingouins de Géraldine sont entretemps devenus sept. Ils sont habillés, certains portent des lunettes, un pull à col roulé... « Vous les reconnaissez ? », demande-t-elle avec un sourire. « Ce sont les gens de l'atelier ! »

Reconquérir l'histoire précoloniale

L'artiste et curatrice Molemo Moiloa est cofondatrice d'*Open Restitution Africa*, une plateforme de recherche pour la restitution des biens culturels africains. Elle appelle à un changement de perspective dans le débat sur le traitement des objets, dominé par le Nord.

Tribune de Molemo Moiloa, rédigée par Elisabeth Wellershaus*

Le principal problème lorsque l'Occident parle de restitution de biens culturels, c'est que ce ne sont que quelques voix bien précises qui se font entendre. En effet, les spécialistes qui s'expriment en public ne sont généralement pas africain·e·x·s. Par conséquent, le débat dans les pays et les institutions occidentales continue de se concentrer presque exclusivement sur les objets eux-mêmes, et non sur les conséquences de la perte de ces objets pour les communautés touchées dans les pays africains. Tout simplement parce que la communication entre l'Occident, les expert·e·x·s d'Afrique et les personnes concernées est difficile. Mais pour moi, cette question va au-delà de la simple restitution et de la préservation d'objets d'art.

Le projet *Open Restitution Africa*, que je dirige avec Chao Tayiana Maina, vise à rassembler des informations sur les objets d'art, les nouvelles pratiques muséales et les connaissances des différentes communautés africaines. Depuis un certain temps, nombre d'entre elles ont perdu l'accès à une grande partie de leur patrimoine culturel. J'ai découvert ce sujet par hasard : dans le cadre d'un projet, je cherchais des données sur les artefacts rapatriés et ai constaté qu'il n'y en avait tout simplement pas. Il n'existait aucune donnée permettant d'entamer le processus de restitution. Lors d'une conférence en Namibie, j'ai rencontré Chao Tayiana Maina, qui avait créé *African Digital Heritage*, une plateforme qui s'occupe de la numérisation des biens culturels. Comme j'étais intéressée par l'analyse des données sur le processus de restitution, nous avons commencé à collaborer.

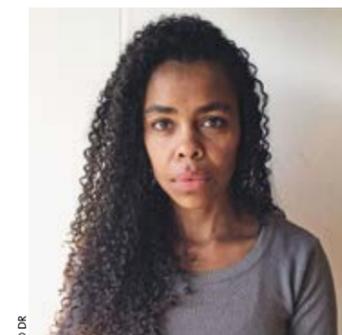
Biens culturels et numérisation | Nous avons rapidement réalisé que la numérisation était un outil central pour rendre le débat sur la restitution plus inclusif. Il y a plusieurs exemples de bonnes pratiques, comme le travail du *Women's History Museum* en Zambie, qui utilise WhatsApp

pour tenter de rassembler des histoires sur des objets volés qui revêtaient une importance quotidienne pour les Zambiennes. Ou les modèles 3D des anciens camps de travail au Kenya réalisés par Chao, qui retracent la révolte des Mau Mau ou les conséquences traumatisantes de la colonisation.

L'investigation numérique permet de révéler les aspects cachés du passé. Mais ces méthodes démontrent aussi la fragilité des systèmes africains, notamment le fait que l'accès à internet est encore limité sur le continent. En parallèle, dans

« L'investigation numérique permet de révéler les aspects cachés du passé. » Molemo Moiloa

de nombreux États africains, les personnes utilisent des solutions numériques comme les transferts d'argent par mobile. C'est donc précisément parce que les gens sont habitués à cette numérisation dans leur quotidien que la numérisation de notre patrimoine culturel représente un grand potentiel.



Molemo Moiloa vit et travaille à Johannesburg. Elle fait partie du collectif d'artistes MADEYOULOOK, qui explore les imaginaires populaires sud-africains, et dirige des recherches autour du thème de la restitution.



Les musées occidentaux travaillent eux aussi depuis longtemps avec le concept de numérisation, parfois à la va-vite. Celle-ci soulève des questions éthiques sur la propriété, les droits d'auteur-trices et la restitution... Quels sont les dommages causés par le vol de nombreux objets traditionnels dans les communautés concernées? Comment y remédier une fois la décision prise de restituer les œuvres?

▼ Peut-être le plus ancien instrument de calcul au monde: l'os d'Ishango, trouvé au Congo, fait actuellement partie de la collection de l'Institut royal belge des sciences naturelles.



© agefotostock/IMAGO

Panser les plaies du passé | Le thème de la restitution peut être pensé de manière beaucoup plus large qu'il ne l'a été jusqu'à présent, en incluant des réflexions sur les conséquences sociales. Nous devons également appréhender les sciences naturelles et l'archéologie. Outre les bronzes du Bénin, que beaucoup connaissent désormais, il existe un immense patrimoine matériel et immatériel. Qu'en est-il par exemple des dinosaures de Tendaguru, dont les restes ont été découverts dans l'actuelle Tanzanie et se trouvent aujourd'hui au Musée d'histoire naturelle de Berlin? Et l'os d'Ishango, actuellement exposé à l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique? On suppose que cet objet originaire du Congo et qui date de l'âge de pierre est l'un des premiers instruments de calcul au monde.

« Il ne s'agit de rien de moins que de la reconquête de notre histoire précoloniale, de traditions culturelles complexes dont le peuple africain est privé depuis des siècles par le Nord global. » Molemo Moiloa

Si les objets mentionnés avaient été trouvés en Europe, ils feraient probablement partie de sa « propre » histoire culturelle et scientifique. Mais avec l'Afrique comme lieu d'origine, les récits changent. Nous devons discuter de la manière dont les perceptions diffèrent et comment de nouvelles formes de coopération peuvent voir le jour. En Afrique aussi, il faut réfléchir ouvertement et de manière introspective à ce que devraient être les musées de demain. Dans plusieurs cas, nous n'avons pas encore les outils nécessaires.

Nous devons ouvrir le débat, surtout lorsqu'il s'agit de biens culturels volés. Il faudra beaucoup de temps, d'espace et d'échanges pour réintégrer les objets dans nos cultures et réparer les plaies du passé. Ce processus donnera certainement lieu à des frictions et des confrontations houleuses avec les institutions européennes. Car il ne s'agit de rien de moins que de la reconquête de notre histoire précoloniale, de traditions culturelles complexes dont le peuple africain est privé depuis des siècles par le Nord global. |

* L'écrivaine et journaliste de Hambourg, Elisabeth Wellershaus, est spécialisée dans les domaines de l'art et de la diaspora africaine. Elle a écrit cette tribune pour le compte de Molemo Moiloa.

La couronne volée

Depuis des années, le gouvernement éthiopien réclame à la Grande-Bretagne qu'elle restitue les trésors volés en 1868, parmi lesquels une couronne de la région d'Amhara. Mais les Britanniques font de la résistance. Par Natalie Wenger

Quatre livres sterling, c'est le prix auquel Richard Holmes, un assistant au département des manuscrits du *British Museum*, acheta une couronne à un soldat britannique qui avait combattu à la bataille de Maqdala. Le joyau, composé de trois rangées de filigranes et d'une coupole ornée des représentations des apôtres et des quatre évangélistes, faisait partie du trésor dérobé dans l'église et la forteresse de Maqdala, dans l'actuelle région Amhara en Éthiopie. Holmes avait également promis aux pilliers de leur verser 2000 livres supplémentaires – soit le prix au poids de la couronne selon le cours à l'époque.

Le matin du 13 avril 1868, les troupes britanniques commencent à pilonner la forteresse éthiopienne de Maqdala. En quelques heures, environ 200 obus se sont abattus sur la demeure de l'empereur Téwodros II d'Éthiopie. Il s'agissait d'un acte de représailles en réponse à l'emprisonnement, quatre ans plus tôt, de missionnaires européens et du consul britannique. Au moins 45 personnes sont mortes dans l'attaque et des centaines d'autres ont été blessées.

Au regard de la puissance militaire britannique, la bataille de Maqdala n'était qu'un événement insignifiant. L'objectif déclaré, à savoir la libération des otages, a été rapidement atteint. Le suicide – à l'aide d'un pistolet offert par la reine Victoria – de l'empereur Téwodros II qui refusait de se rendre, mais aussi l'enlèvement du prince héritier Alemayehu – emmené à l'âge de 7 ans par un capitaine britannique dans la ville de Londres, où il mourra d'une pleurésie douze ans plus tard – ainsi que la disparition de centaines de trésors ont en revanche marqué les esprits en Éthiopie.

Demandes de restitution répétées | Dès 1871, le Parlement britannique s'est interrogé sur ce qu'il convenait de faire de la couronne de Maqdala. Très vite, les parlementaires ont exclu l'idée d'une restitution. Le gouvernement a donc payé les 2000 livres sterling promises par Holmes aux



© IMAGO/United Archives International

La couronne de Maqdala est d'une importance capitale pour l'Éthiopie. Malgré les demandes de restitution répétées, elle se trouve toujours en Grande-Bretagne.

soldats et a confié la couronne à titre de prêt permanent à une institution qui deviendra quelques années plus tard le *Victoria and Albert Museum* (VAM) de Londres.

La couronne ainsi qu'une coupe en or font toujours partie de l'exposition permanente du VAM. Les autres trésors détournés lors du siège de Maqdala sont pour la plupart conservés dans un entrepôt. En 2007, l'Éthiopie avait une première fois exigé la restitution de la couronne et d'autres objets. En 2018, lorsque le VAM monte une exposition temporaire consacrée à Maqdala, la demande éthiopienne retient de nouveau l'attention, d'autant plus que la date marquait le 150^e anniversaire de la bataille. Le musée fait pourtant la



▲ L'héritier du roi Têwodros, le jeune prince Alemayehu, avait été emmené à Londres par un officier de l'armée britannique qui aimait revêtir à l'occasion des vêtements traditionnels éthiopiens.

► Le jeune prince mourra à l'âge de 18 ans d'une pleurésie. Il est enterré dans la chapelle du château de Windsor, où ses restes demeurent encore aujourd'hui.



▲ En 1924, la restitution d'une autre couronne éthiopienne, de moindre valeur, au régent de l'époque, Ras Tafari, faisait la une du journal britannique *The Sphere*.



THE YOUNGEST SON OF THEODORE, THE LATE EMPEROR OF ABYSSINIA.

sourde oreille: son directeur, Tristram Hunt, se contentera de proposer un prêt à long terme à l'Éthiopie. Un reflet de «l'arrogance des musées britanniques» pour Tahir Shah, fondateur de la Fondation Shéhérazade, qui s'engage entre autres pour la restitution des œuvres d'art volées. «Se déclarer prêt à concéder un prêt est une attitude sournoise et puérile. C'est comme si je volais la télévision de mon voisin et que je lui proposais ensuite de la lui prêter.»

L'ambassade d'Éthiopie à Londres commence par entamer des négociations mais les interrompt rapidement. Selon Alula Pankhurst, membre du comité éthiopien pour la restitution des biens culturels, plusieurs raisons expliquent ce revirement, notamment une opposition véhémente sur les réseaux sociaux et au sein de la diaspora, la pandémie de Covid-19 et le début d'un conflit armé en Éthiopie.

Reliques sous clé | La couronne n'est pas le seul objet provenant de Maqdala qui suscite le débat. Une collection de onze tabots – des répliques des tables de la loi –, en bois et en pierre, se trouve dans un entrepôt du *British Museum*. Ils appartiennent à l'Église orthodoxe éthiopienne, et sont si sacrés que seuls ses prêtres sont autorisés à les voir. Selon la ministre éthiopienne de la Culture Hirut Kassaw, ces artefacts sont «une partie fondamentale de la structure existentielle de l'Éthiopie et de son peuple».

«En Éthiopie, une église sans ses tabots ne peut pas fonctionner comme lieu de culte. Lors des fêtes religieuses, ils sont présentés dans les rues, cachés sous un tissu, et sont vénérés par les fidèles», explique Tahir Shah. «Ironie de l'histoire, c'est précisément parce qu'il est conscient de cette règle dictée par la religion que le musée a refusé de mettre les tabots à disposition pour des expositions ou des études.» Comme pour la couronne, l'Éthiopie a demandé à plusieurs reprises leur restitution. Et comme le VAM, le *British Museum* a lui aussi proposé tout au plus un prêt à long terme.

Ces dernières années, les demandes de restitution d'objets volés se sont multipliées dans le monde entier. Ainsi, le Nigeria a demandé la restitution des bronzes du Bénin, la Grèce celle des sculptures du Parthénon et le Chili celle d'une tête de moai de l'île de Pâques. Alors que des pays comme l'Allemagne et la France ont commencé à restituer des biens volés, la Grande-Bretagne s'accroche à ces trésors. Jeremy Wright, le ministre britannique de la Culture, a un jour exprimé sa crainte de voir les musées se vider si toutes les demandes de restitution étaient suivies d'effets. «Le problème, c'est que la Grande-Bretagne associe les trésors volés au pouvoir», explique Tahir Shah. «J'aimerais que le

gouvernement britannique considère la restitution comme un acte de réconciliation avec l'Éthiopie, et non comme une perte de pouvoir.»

Dans le débat sur la restitution des trésors de Maqdala, le Parlement britannique justifie son refus de restituer les œuvres par le conflit en cours en Éthiopie qui mettrait en péril leur stockage ou les exposerait au vol. Un argument teinté de cynisme au regard des quelque 2000 objets du *British Museum* qui ont disparu, ont été volés ou endommagés.

Les musées britanniques s'appuient sur le *British Museum Act*, qui interdit d'emporter des objets précieux hors du pays, pour justifier leur attitude. Pourtant, la loi prévoit également une exception, explique Tahir Shah: «Si des objets sont considérés comme inappropriés pour une collection ou ne sont pas exposés, ils peuvent être restitués. Ce qui est le cas des tabots.» Un avis de droit l'a confirmé en 2021, mais les administrateurs du *British Museum* n'ont pas donné suite.

Premiers succès | En 2019, le *National Army Museum* à Londres avait restitué deux boucles de cheveux du prince Alemayehu au gouvernement éthiopien. Deux ans plus tard, ce sont treize objets qui ont retrouvé le chemin de leur pays d'origine, certains achetés par la fondation Shéhérazade sur le marché privé de l'art. Ils sont aujourd'hui exposés au Musée national d'Éthiopie.

«J'aimerais que le gouvernement britannique considère la restitution comme un acte de réconciliation avec l'Éthiopie, et non comme une perte de pouvoir.» Tahir Shah

En 2023, une descendante de l'officier qui avait amené Alemayehu en Angleterre a restitué à l'Éthiopie une autre mèche de cheveux du prince. L'Église éthiopienne a également pu mettre la main sur un des tabots grâce aux recherches d'un historien qui suit la trace des objets éthiopiens sur le marché de l'art.

Un petit pas vers la réconciliation, mais de nombreux trésors éthiopiens se trouvent toujours en Grande-Bretagne. Et les négociations avec le *British Museum* concernant les tabots sont au point mort. Les demandes répétées de transfert de la dépouille du prince Alemayehu ont jusqu'à présent été rejetées par la maison royale britannique. Et la couronne de Maqdala se trouve toujours au *Victoria and Albert Museum*, éclipsée par l'exposition consacrée à Coco Chanel qui remporte un vif succès et fait l'objet de toutes les attentions. |

BOUTIQUE-AMNESTY

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

OFFRIER POUR UNE BONNE CAUSE

STYLO-BILLE CARAN D'ACHE

Le classique du design suisse dans de nouveaux coloris. Confortable d'utilisation, indémodable, solide et rechargeable. Fabrication suisse.



Solo, jaune métallisé, logo noir sur le côté gauche.
Art. 2420.026 / Fr. 30.–

En étui avec un porte-mine (0,7 mm), gris foncé, logo blanc sur le côté gauche.

Art. 2420.027 / Fr. 52.–



CALENDRIER PHOTO 2024 « MARQUISES, LE DERNIER PARADIS ? »

Un mois par page (27 x 35 cm), photos couleur. Français et anglais.

Art. 2430.123 / Fr. 20.–



CALENDRIER PHOTO PRESTIGE 2024

Un mois par page (27 x 35 cm), noir-blanc. Français.

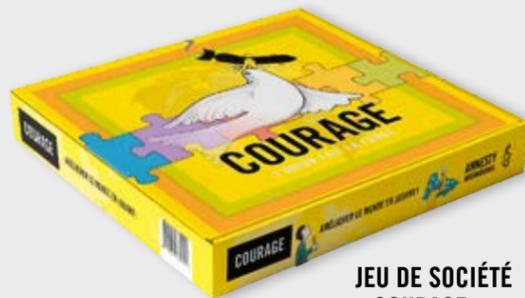
Art. 2430.124 / Fr. 25.–



AGENDA CIVIL DE POCHE 2024

Format 9 x 18 cm, une semaine par double-page, reliure plastique souple, cahiers cousus, en français.

Art. 2430.122 / Fr. 15.–



JEU DE SOCIÉTÉ « COURAGE »

Jeu de stratégie avec 8 missions, 40 défenseur-euse-s des droits humains et 200 tâches créatives. Pour 3 à 6 personnes âgées de 10 ans et plus. En allemand ou français. Également disponible en set cadeau avec trois bougies.

Français: Art. 2500.007.F / Fr. 69.90



DELUXE TINKER

Pour bricoler et réparer, 17 fonctions.

Art. 2300.037.DT / Fr. 49.–



SPORTSMAN

Modèle simple, 13 fonctions.

Art. 2300.037.S / Fr. 25.–

COUTEAU DE POCHE VICTORINOX

Nouvelles versions en noir, logo blanc. Fabriqué en Suisse.

BOUGIES DE COULEUR

Ces bougies sont aussi disponibles en set de 12 sur demande.

NOUVEAU

orange sanguine /abricot/jaune
Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.056 / Fr. 24.–



BOUGIES EN PURE CIRE D'ABEILLE

Set de deux bougies.

Art. 2700.022 / Fr. 28.–



aubergine/crème/framboise
Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–

bleu gris/vert pomme/bleu glacier
Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–



BOUGIES DE L'AVENT

En set de 4, plus grandes (14 x 6 cm), rouge.

Art. 2700.040 / Fr. 36.–



D'AUTRES ARTICLES ATTRACTIFS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS SUR LA BOUTIQUE EN LIGNE SHOP.AMNESTY.CH

brun fauve/vert mousse/été indien
Jusqu'à épuisement du stock.
Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.051 / Fr. 24.–



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. n°	Prix

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Les membres de la Section suisse d'Amnesty International bénéficient de 10% de rabais sur les publications et les articles de la boutique, à l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne, ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch

Un droit inutilisé

En Suisse, environ une personne sur trois renonce aux prestations sociales auxquelles elle aurait droit. Les principales concernées : les plus vulnérables. Décryptage avec Elisabeth Gutjahr, chercheuse et professeure associée à la Haute école de travail social de Fribourg. Propos recueillis par Déo Negamiyimana



© Déo Negamiyimana

Elisabeth Gutjahr appelle les acteurs politiques et de la société civile à trouver des solutions pour mettre fin au phénomène du non-recours.

► Comment expliquer que ces personnes renoncent à leurs droits ?

◄ Les explications sont multiples. Les personnes de nationalité étrangère renoncent aux prestations sociales par crainte que leur permis B ou C soit révoqué ou non renouvelé, conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration. Pour les Suissesses et les Suisses, les raisons avancées sont notamment le nombre de documents à remplir, la lourdeur administrative, le sentiment de honte, la volonté de s'en sortir seul...

pris la mesure des conditions précaires dans lesquelles vivait cette couche de la population. Des solutions ont ensuite été mises en place pour faciliter l'accès aux prestations sociales publiques.

« Les personnes de nationalité étrangère renoncent aux prestations sociales par crainte que leur permis B ou C soit révoqué ou non-renouvelé. »

► Avez-vous observé une différence entre ville et campagne ?

◄ Oui. À la campagne, cela semble plus difficile de recourir à l'aide sociale. On repère aisément la personne qui pousse la porte d'un service social. Ce qui peut engendrer un sentiment particulier de honte chez les personnes qui auraient besoin de soutien. Mais au fond, à la campagne comme en ville, on privilégie les solutions de nature à éviter l'aide publique aussi longtemps que possible.

► Comment les cantons romands réagissent-ils face à cette situation ?

◄ Le Covid-19 a mis en évidence la situation de ces personnes en situation de pauvreté ou de précarité qui passaient par des organisations caritatives pour obtenir des aides alimentaires. C'est à cette occasion que des cantons comme Genève ont

D'autres cantons avaient déjà identifié le problème auparavant, et mené des projets pilotes. C'est le cas notamment de «Fribourg pour tous», un guichet social ouvert à tous les citoyens du canton, lancé en 2011. Mais les moyens à sa disposition ont été réduits tout récemment. Par ailleurs, dans le canton de Fribourg les aides sociales doivent être remboursées dès lors que la situation financière des bénéficiaires s'améliore, ce qui, selon moi, tend à renforcer le non-recours.

► Est-il possible de mettre fin à ce phénomène du non-recours aux prestations sociales ?

◄ C'est une question de volonté politique, de rapport de forces au Parlement. Différents acteurs politiques et de la société civile devraient créer des alliances, unir leurs forces pour faire avancer cette cause. |

► AMNESTY : De nombreuses personnes ne recourent pas aux prestations sociales auxquelles elles auraient droit. Quelle est l'ampleur de ce phénomène en Suisse ?

◄ Elisabeth Gutjahr : Avec la hausse du coût de la vie, traduite notamment par l'augmentation des primes d'assurance-maladie, des loyers et des charges locatives, la situation est loin d'être rose. Tous les cantons n'ont pas encore réalisé des études à ce sujet mais les chiffres déjà collectés, par exemple dans le canton de Berne, indiquent qu'une personne sur trois environ ne recourt pas aux prestations sociales.

► Qui est concerné ?

◄ Il s'agit principalement de personnes de nationalité étrangère, de travailleurs pauvres (*working poor*), et parfois aussi de personnes âgées.

L'humain au premier plan

Deux frères réunis pour œuvrer en faveur des droits humains ; zoom sur l'un d'eux, Dimitri Montanini, un ethnologue reconverti en entrepreneur qui, aujourd'hui, vient en aide aux populations migrantes. Par Mélissa Riffaut

Dimitri sillonne le monde depuis de nombreuses années en quête de partage avec *l'autre*. De son envie d'agir et de son besoin de liberté naîtront deux sociétés : l'une de conciergerie privée, la seconde de location de véhicules aux côtés d'Alex, son frère.

Lorsque la guerre éclate en Ukraine, les deux frères décident d'apporter leur aide : ils ont les ressources et les moyens matériels pour soutenir les personnes déplacées de force. Le 10 mars 2022, ils organisent un premier convoi pour acheminer six tonnes de matériel médical. Pendant les trois premiers mois de guerre, près de 300 personnes seront rapatriées par leur société et placées dans des familles d'accueil. Puis le 29 mars, Dimitri et Alex fondent officiellement *Van for Life* : une organisation à taille humaine avec pour préoccupations l'aide humanitaire d'urgence et la sauvegarde de l'intégrité physique des individus.

Grâce à ses expériences, Dimitri développe son réseau en utilisant ses capacités de gestion organisationnelle. Son adaptabilité et sa maîtrise des langues lui permettent de créer rapidement des partenariats avec plusieurs collectivités et syndicats présents en Ukraine et en Pologne. Cela fait maintenant une année et demie que *Van for Life* est présente dans les zones rurales ukrainiennes. À l'heure où les crises migratoires s'intensifient et alors que l'Europe peine à absorber le flot de personnes, Dimitri considère qu'il est indispensable de préserver la dignité humaine. « *Van for Life* agit indépendamment de toute influence politique, éthique ou religieuse. Nous allons

à la rencontre des personnes pour évaluer leurs besoins et maîtrisons l'intégralité de notre réseau avec notre propre flotte de véhicules. » Grâce aux dons, l'association qui compte quatorze bénévoles fixes est en plein développement. Outre l'aide qu'elle achemine à destination de la population, elle participe depuis peu aux actions de déminage sur le territoire ukrainien.

L'Ukraine représente actuellement l'un des pays les plus minés au monde : on estime que 25 à 30% de son territoire est concerné. Les petits producteurs ruraux sont les plus impactés économiquement, « ce sont aussi ceux qui partent en dernier », souligne Dimitri. En septembre, *Van for Life*, mandatée par la fondation Digger en tant que partenaire logistique, faisait livrer en Ukraine la première

machine de déminage offerte par la Suisse. En collaboration avec des syndicats de l'agroalimentaire, l'association vient en aide aux paysan-ne-x-s. Une deuxième machine sera livrée en janvier prochain.

Prochaine étape : apporter de l'aide aux personnes qui ont trouvé refuge dans les zones tampons. Le plus souvent, ce sont des citoyen-ne-x-s des pays d'accueil qui assument les secours. « Les esprits s'échauffent quant à la migration, mais n'oublions pas l'essentiel : personne ne souhaite quitter sa terre d'origine s'il a le choix, et les conventions internationales imposent de préserver la sécurité des êtres humains. Il est tout simplement inacceptable qu'en 2023, des gens meurent par milliers aux frontières de l'Europe », ajoute Dimitri. |



Dimitri Montanini a mis ses véhicules au service de l'humanité.

© Association Van for Life

Comment l'exil déshumanise

À l'affiche du festival genevois «Palestine, filmer c'est exister», *Notes on displacement* du réalisateur Khaled Jarrar suit Nadira, 79 ans, dans son exil forcé. Un écho à l'histoire de milliers de Palestinien·ne·x·s. Propos recueillis par Olalla Piñeiro Trigo

▷ **AMNESTY** : Les films sur la migration sont nombreux. Mais votre approche semble personnelle...

◁ **Khaled Jarrar** : J'ai presque oublié que j'avais une caméra en main. *Notes on displacement* a une dimension émotionnelle pour moi : le parcours de Nadira, qui quitte un camp de réfugiés syriens pour rejoindre l'Allemagne, renvoie à mon histoire familiale. Ma grand-mère a aussi vécu l'occupation et l'horreur des déplacements forcés en 1948. Elle non plus n'a jamais pu retourner chez elle, en Palestine. J'ai naturellement dépassé ce rôle «distant» que je tiens en tant que réalisateur.

▷ **Nadira est-elle un symbole pour le peuple palestinien ?**

◁ Oui, je pense. Comme nombre d'entre eux, elle a vécu une vie d'exil : elle a été déplacée de force à 12 ans, puis une nouvelle fois à 79 ans. Cela fait des décennies qu'elle fuit pour trouver la paix dans un nouveau foyer. Ce n'est malheureusement ni la première, ni la dernière personne à qui cela arrive. La preuve, ce film a été tourné en 2015 mais il est toujours

d'actualité. Regardez la situation à Gaza : nous nous faisons bombarder, et les institutions internationales assistent à ces crimes de guerre en silence.

▷ **Quel regard portez-vous sur la façon dont le thème de la migration est véhiculé par les médias occidentaux ?**

◁ Les réfugiés sont dépeints comme des victimes, des personnes sales, sans dignité. Mais ils sont surtout déshumanisés. Mon but est de montrer la réalité des déplacements forcés en me focalisant sur les principaux concernés. Dans le film, on voit beaucoup de frustration et de désillusion de la part des personnes déplacées, qui en arrivent presque à regretter d'avoir fui. Mais il y a aussi des moments plus légers, comme lorsqu'ils chantent. Mon objectif était de montrer l'humanité de ces réfugiés, qui ne sont pas des simples numéros.

▷ **Quelles formes de violences avez-vous observées ?**

◁ Les garde-côtes grecs ont percé le bateau dans lequel se trouvait Nadira. Dans les camps, les agents de sécurité

étaient fréquemment agressifs, les gens sont parfois placés dans une chambre d'interrogatoire durant plusieurs heures, et ils sont dans le flou car on ne leur communique pas la suite des procédures. La nourriture est parfois avariée et la santé est complètement délaissée. Dans un camp de réfugiés en Hongrie, il y avait par exemple une seule infirmière pour plus de 1500 personnes.

▷ **Est-ce que dénoncer les conditions d'accueil dans les camps fait de vous un activiste ?**

◁ J'ai beaucoup questionné mon rôle dans ce projet. Je ne sais pas si on peut me considérer comme un activiste ; je n'aide pas directement les gens. Je dirais que je suis un artiste qui est énormément affecté par la situation. Mais je n'ai que faire de la façon dont on me perçoit. Ce qui m'importe, en revanche, c'est de montrer ce que vivent les personnes déplacées de force. Convaincre des personnes en situation de vulnérabilité de se laisser filmer était l'un des plus grands défis.

▷ **Qu'espérez-vous réaliser avec ce documentaire ?**

◁ De nombreuses personnes sont solidaires avec les réfugiés, mais les gouvernements européens ne prennent pas assez de mesures pour améliorer les conditions d'accueil qui sont dégradantes. Et lorsqu'ils sont accueillis, ce n'est pas par simple humanisme, mais avant tout parce qu'ils représentent une force de travail. Mais je crois en la force des images, en leur capacité à changer les choses. |



L'occupation vécue au ras du sol

La caméra portée remonte une longue file de gens qui font la queue. À certains endroits, le couloir est si étroit que trois personnes ne peuvent pas se tenir côte à côte. Ce n'est qu'après deux longues minutes de ce travelling que les plus patient·e·x·s accèdent enfin au portique de sécurité tenu par des gardes pour traverser la frontière et entrer en Israël. Avec son court métrage expérimental *Bantustan*, le réalisateur palestinien Mohammad Mansour illustre, avec comme seule bande sonore le bruit d'un projecteur de cinéma ou de chocs sur des barreaux métalliques, le quotidien de ces personnes qui pendulent entre leur logement palestinien et leur travail en Israël. Les images parlent d'elles-mêmes. Seul le titre, en référence au territoire attribué à une population noire d'Afrique du Sud au temps de l'apartheid, reflète l'opinion du réalisateur. JMB

Bantustan, Mohammad Mansour, Palestine, 2021, 8 min.

Partir ou rester ?

Berlin, 2018. Ce court métrage s'ouvre sur une scène qui résonne fortement avec l'actualité et le quotidien de beaucoup de personnes exilées : dans un salon rempli de photos du passé, Wassim, jeune Palestinien vivant à Berlin avec sa mère, s'endort devant sa télévision au son des nouvelles de la guerre civile en Syrie – qui rythment toute la bande-son de ce film. Le lendemain, une évacuation est annoncée ; une bombe de la Seconde Guerre mondiale a été retrouvée dans leur quartier. Au travers d'une communication intergénérationnelle lacunaire et pleine de non-dits, cette fiction nous laisse deviner le passé de sa mère qui, comme un grand nombre de Palestiniens·e·x·s, a été forcée de fuir et de prendre la route de l'exil. Dans une atmosphère pesante, le film s'articule autour d'un dilemme : être forcée de partir une nouvelle fois ou rester, au péril de sa vie ? Najma Rehouma



The bomb, Dima Hamdan, Allemagne, 2019, 21 min.



Trois sélections tirées de la programmation du festival « Palestine, filmer c'est exister » qui vient de se clore à Genève.

1 Une quête identitaire

Ce court métrage met en scène la visite de Nassim à son amie May, avant son départ pour les États-Unis. En toile de fond, le drapeau de la Palestine, une dernière soirée à Jérusalem, et le rêve de May sur le futur de son peuple. Par Danièle Gosteli Hauser

Le film démarre sur une note légère. Nassim débarque chez son amie May, qui prépare ses bagages pour rejoindre sa parenté aux États-Unis. Elle habite Jérusalem. Devant sa fenêtre, elle a suspendu plusieurs drapeaux ; l'un d'eux est palestinien. Son ami n'en revient pas qu'elle ait laissé ce drapeau si longtemps, en plein centre-ville. Une provocation qui aurait pu lui coûter la vie.

Les deux amis décident de passer une dernière soirée ensemble en ville. Ils s'amuse, boivent et fument un peu. Au terme de la soirée, Nassim, au volant de sa voiture, est arrêté par la police pour un contrôle. Et là, on frise le drame : le policier est arabe, mais s'adresse à eux uniquement en hébreu. Pour Nassim, c'est une provocation, il voit le policier comme un traître. Sur le chemin du retour – à pied – le jeune homme reproche à son amie de partir, de fuir le problème : « Ils volent nos terres et effacent notre culture. Soit on fait ce qu'ils disent, soit on part. » Mais derrière ses reproches, il y a aussi les sentiments qu'il porte à May, plus profonds qu'une simple amitié.

Ce court métrage nous plonge dans la quête identitaire et la réalité d'une

jeunesse palestinienne politisée, confrontée à de nombreuses restrictions, aux injustices, au sentiment de trahison. On se sent oppressé·e·x dans la scène qui oppose les jeunes hommes, avec la crainte d'un dérapage, d'un côté comme de l'autre. Mais il y a aussi la complicité entre May et Nassim qui nous touche. Une relation pleine de non-dits, un semblant de normalité pour les jeunes qui fréquentent les bars de la ville, l'espace d'un instant.

Face à la situation dramatique en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, on aimerait tant s'accrocher aux espoirs de May. Mais la réalité nous rattrape : la perspective d'une cohabitation entre les deux peuples a été annihilée, alors qu'elle était déjà plus que précaire. Le rêve de May a explosé en plein vol. |



A'lam, Saleh Saadi, Palestine, 2022, 24 min.

Les enfants de la violence

À l'été 1934. Une mutinerie éclate à la colonie pénitentiaire pour mineurs de Belle-Île-en-Mer. Las d'être roués de coups par leurs gardiens, 56 détenus âgés entre 12 et 21 ans se révoltent et s'évadent. Avec sa plume franche si reconnaissable, Sorj Chalandon retrace dans son nouveau roman *L'enragé*, l'histoire de Jules Bonneau dit « La Teigne », seul évadé à n'avoir jamais été rattrapé. Ni par ses anciens bourreaux, ni par les habitant·e·x·s qui se livrent à une traque acharnée, attiré·e·x·s par les 20 francs de récompense offerts par enfant – criminel selon eux – livré. Cette histoire vraie, qui aura inspiré à Jacques Prévert son poème *Chasse à l'enfant*, est reprise avec beaucoup de justesse et d'émotion par l'auteur. Nous découvrons le destin tragique

d'un jeune homme intelligent et instruit, mais envahi de rage après deux décennies de rejet, de solitude et de violence. Une rage qui le submerge, tant dans ses cauchemars que dans la réalité.

Dépeignant une France d'avant-guerre où se mêlent fascistes et communistes, Sorj Chalandon aborde avec parcimonie diverses problématiques toujours d'actualité : la privation de liberté, l'avortement, la montée de l'extrémisme. Il dénonce la condition des enfants abandonnés, forcément coupables, dans la société des années 1930, ainsi que l'injustice qui frappe encore et toujours les plus pauvres. Œuvre engagée, ce livre est également une ode à la solidarité et à l'écriture, toutes deux abordées comme des moyens de protestation et de contestation.

Au fil des pages, vous découvrirez des personnages à la fois rudes et attachants, vous tressaillerez à la lecture des souffrances endurées par les enfants placés, vous vous questionnerez sur la perception de la frontière entre le bien et le mal, mais surtout, vous avalerez le roman d'une traite ! |

Par Charlotte Fama



L'enragé, Sorj Chalandon, Éditions Grasset, 2023, 416 p.

Un étranger au village

C'est le timbre de voix de James Baldwin qui accueille les visiteur·e·x·s de l'exposition *Stranger in the Village* du Musée des beaux-arts d'Argovie (*Aargauer Kunsthaus*), dans un film du même nom tourné en 1962 par son ami suisse Pierre Koralnik. Grand écrivain afro-américain et auteur d'essais précurseurs sur les questions raciales, James Baldwin est à l'honneur dans cette exposition qui met en mots et en images des réflexions autour du racisme, principalement anti-Noir·e·s·x.

Ce court métrage, qui est le point de départ de l'exposition, reprend l'intitulé d'un essai que Baldwin a écrit après son séjour à Loèche-les-Bains en 1951, où il a trouvé le calme nécessaire pour terminer son premier roman qui le rendra célèbre. Dans ce petit village, dont la plupart des habitant·e·x·s n'avaient jamais vu

de personne noire, l'écrivain fait l'expérience d'un racisme sans complexe, parfois naïf, mais surtout marqué par l'histoire coloniale de la Suisse. En témoigne le carnaval précédant le Carême montré dans le film, où l'on voit des enfants grimés en noir inviter les passant·e·x·s à déposer quelques pièces dans une croustille surmontée d'un enfant africain caricaturé, pour « acheter un Noir ». De l'argent destiné en réalité aux missions chrétiennes suisses qui s'employaient à convertir les populations des colonies.

La suite de l'exposition présente quelques documents d'archives fascinants sur le passage de Baldwin dans les Alpes valaisannes, mais surtout des œuvres d'art contemporaines qui explorent ses écrits et l'expérience du racisme en Suisse, au moyen de différents médias : vidéo, peinture, dessin,

photographie, assemblage de tissus, installations... La grande richesse visuelle et réflexive de ces œuvres, ainsi que le soin particulier apporté au choix des mots qui accompagnent la visite, est le résultat d'un travail de longue haleine et collaboratif mené par la curatrice, Céline Eidenbenz, accompagnée d'un groupe d'expert·e·x·s composé de personnes issues des milieux artistique, de l'éducation et académique. |

Par Anaid Lindemann



Stranger in the Village. Le racisme au miroir de James Baldwin, Musée des beaux-arts d'Argovie (*Aargauer Kunsthaus*), du 3 septembre 2023 au 7 janvier 2024.



Vous trouverez ici le deuxième des six volets qui composent cette fiction. Dans l'épisode précédent, nous avons fait la connaissance de Lenie, une adolescente suisse-ghanéenne en crise à la suite de ses échecs scolaires. Bonne lecture !

e. loïc Martin

LES MÈCHES DE CHEVEUX Épisode 2

Mais Lenie est restée évasive :

– Que je dois l'oublier...

Alors Lina s'est contentée de lui répéter :

– Fais gaffe ! en lui entourant les épaules le plus chaleureusement possible. Ne reste pas avec un mec s'il ne te traite pas bien...

Lenie n'aurait pas su dire tout de suite si Rafael la traitait bien ou mal. Elle le rencontre aux pyramides de Vidy, en soirée. Il a trois ans de plus qu'elle. Elle cause et danse au son d'une enceinte portable avec un groupe de filles, quand un orage les pousse sous la toiture du hangar à bateaux situé derrière le club de paddle. Rafael s'est abrité au même endroit. Après de brèves présentations, il lui propose à boire, elle acquiesce en souriant. Il dévisse une bouteille de vodka pour la tendre vers Lenie. Elle retire immédiatement le gobelet qu'elle tient dans sa main :

– Non c'est dégueu, et ton redbull là, je déteste. T'as pas du coca ou du thé froid ? Sinon laisse tomber, j'ai de l'eau.

Il interpelle un de ses potes et lui trouve du thé froid.

– Voilà señorita, dit-il en lui versant la boisson sucrée. C'est la première fois que je te vois par ici.

– Possible, je suis pas venue souvent.

Une fille remet de la musique sur une enceinte, rap français et colombien, funk brésilien. Puis quelqu'un fait défiler une série de kizombas. Rafael en profite pour inviter Lenie, qui se lance sans réfléchir. Elle met quelques instants pour assimiler l'enchaînement des pas de base, puis respire le mélange de pluie et de goudron, regarde le noir du lac et s'abandonne aux effluves doux de la musique. Le son d'un kuduro la sort brusquement de la balade dans les bras du garçon. Quand ses amies lui annoncent qu'elles s'en vont, Lenie décide de les suivre. Elle aimerait rester avec Rafael, retrouver ses bras. Mais pas ce soir-là, ni à cet endroit, se dit-elle. Trop mouillé, trop enfumé par les grillades, joints, cigarettes, feux, trop alcoolisé et électrisé par la fête. Elle lui communique son pseudo sur Insta. Ils se revoient dans le parc de la légende.

– C'est moche, constate Lenie en voyant les sculptures de bronze flanquées de plaques en braille.

– C'est pour les aveugles, corrige Rafael.

Ils s'amusent à effleurer les plaques de leurs doigts, puis s'asseyent sur la pelouse, à l'ombre d'un arbre. Il a amené du thé froid et du coca pour elle, des bières pour lui. Il prend ses mains dans les siennes comme il l'a fait sous le hangar à bateaux après

la kizomba. Lenie ne les retire pas, cette fois-ci, mais répond en caressant les siennes. Il tire doucement sur l'une des mèches de cheveux qui tombent sur ses joues, effleure son visage et s'approche d'elle pour l'embrasser.

Non, Lenie n'aurait su dire tout de suite si Rafael la traitait bien ou mal. Elle le suit en souriant lorsqu'il l'invite dans sa chambre. Se marre quand il lui annonce qu'il va changer les draps parce qu'il a envie que ça sente le frais pour elle. Pendant une fraction de seconde, elle se rappelle les propos déçus ou dépités rapportés par certaines de ses amies à propos de leurs premières expériences sexuelles. Puis revoit tata Lina lui dire :

– Le sexe c'est trop bien. Tant que tu fais uniquement ce qui te plaît.

Et ce qu'elle découvre avec ce garçon lui plaît. Elle aime se mettre à califourchon sur lui pour l'embrasser, pour qu'il lui ouvre son soutien-gorge et lui caresse les seins, longtemps. Elle aime lorsqu'il la renverse sur le dos pour s'allonger à côté d'elle et l'effleure de ses doigts et de sa langue chaude jusqu'à ce qu'elle sorte d'elle-même. À longueur de journée, elle s'échappe de son quotidien en rêvassant aux moments passés chez lui – elle ne l'amène jamais chez elle, Mathilde poserait trop de questions, et Kojo et Emelia risqueraient de frapper à la porte de sa chambre ou même d'y débouler sans toquer. Et c'est là que ça commence à faire mal. En faisant revivre les moments de plaisir avec lui, elle s' imagine en partageant d'autres hors de sa chambre : cinéma, kebabs, terrasses, balades, ski, voyages. Mais ça n'intéresse pas Rafael, et les moments dans sa chambre avec Lenie l'intéressent uniquement quand il n'est pas avec ses potes. Lui, ce qui l'aspire ce ne sont pas les filles, mais la fête, ou plutôt la défonce.

Lenie en prend la mesure lors d'autres soirées aux pyramides de Vidy et en bas de l'ascenseur du Flon. Elle n'essaie même pas de le suivre dans sa consommation d'alcool ou de drogues. Vodka, tequila, joints et sûrement d'autres trucs se dit-elle, même s'il lui répond « t'inquiète » lorsqu'elle lui pose des questions pour savoir ce qu'il fait quand il disparaît avec des potes pour revenir dans une attitude qui n'est plus tout à fait la sienne. Rires et discussions dont ils sont les seuls protagonistes grotesques. Il n'y a pas de place pour elle dans ces moments ou seulement très en surface. Lenie sait qu'elle doit sortir de cette histoire, mais les moments de plaisir avec Rafael la rappellent encore à lui.

Fête dans un appartement de l'avenue d'Échallens, quatre ou cinq gars, quelques filles aussi. Lenie est assise à côté de lui quand il se penche sur la table basse pour sniffer un rail de coke. Elle détourne immédiatement le regard. Ça la dégoute. Après cette soirée, elle cesse de le voir du jour au lendemain. Quand elle était enfant, grand-papa Jakob lui disait que la drogue c'était terrible, que ça détruisait tout à l'intérieur du corps, et que les gens qui en prenaient étaient de pauvres diables. Elle l'avait cru à la lettre. D'ailleurs Mathilde et Lina aussi (Mathilde encore plus que Lina)

ont toujours pensé comme lui. Peut-être que Jakob leur avait dit la même chose quand elles étaient enfants, se dit parfois Lenie pour s'expliquer le désintérêt total des femmes de la famille pour toute substance qui altérerait leur état. À leurs yeux l'alcool et la drogue, c'est de la merde, et elles n'y ont jamais touché, à quelques exceptions près, parce qu'il faut tout de même savoir de quoi on parle. Par contre, elles sont capables d'aller très loin par amour. Beaucoup trop loin. Peut-être Lenie est-elle faite du même bois se dit-elle fugacement quand elle met fin à son histoire avec Rafael. Elle a cessé de le voir parce qu'elle l'a vu consommer de la drogue – heureusement en un sens, car sinon elle serait restée accrochée à lui beaucoup plus longtemps – et pas parce qu'il n'entretenait pas le lien qu'ils avaient commencé à créer.

Au gymnase, les choses ne se sont pas améliorées. Même si Lenie a promis à grand-papa Jakob et grand-maman Clelia qu'elle travaillerait. Même si elle a répondu « ouais je sais... » avec sérieux, quand tata Lina lui a dit qu'il fallait étudier pour sauver sa peau.

D'ailleurs, s'était dit Lina après coup, peut-être aurait-elle dû insister sur le fait que les études sont un ingrédient parmi d'autres, et non la seule clé d'une vie réussie, que ce soit seule ou accompagnée. Mais c'est le sentiment de se réaliser, d'avancer, de grandir qui nous permet de nous épanouir. Enfin, peut-être que certaines personnes n'ont même pas besoin de tout ça pour être sereines. Mais Lina n'a pas eu la présence d'esprit de lui dire les choses comme ça, à l'anniversaire de Jakob. Peut-être parce que sa vie ne se passe pas comme elle se l'était imaginée et qu'elle a encore de la peine à être sereine. Alors elle brandit ses études, et le statut assorti d'un confortable salaire qui, après un certain temps – ça non plus elle ne l'a pas dit à Lenie – en a résulté. Mais ce qu'a dit ou n'a pas dit Lina n'a pas beaucoup pesé pour sa nièce. D'une certaine manière, Lenie aurait voulu écouter Mathilde, Lina, Clelia et Jakob. Sauf que Jakob ne dit jamais rien, il laisse couler les choses. Pour lui, un apprentissage compte autant que des études. D'ailleurs, il a bien mené sa vie et ses finances grâce à son apprentissage. Mais pour Clelia et Lina, il n'y a que les études qui comptent, s'énerve-t-elle parfois. Tout ce que Jakob veut, c'est que Lenie se lève le matin et travaille : études, travail ou apprentissage, peu lui importe.

– Passer sa vie au lit, c'est nul ça !

Mais Lenie a eu beau essayer d'y mettre du sien, de se remettre dans un rythme, ça n'a pas été mieux. Comme Kwame lui parlait en anglais quand il était encore là, elle est trop avancée dans les langues pour s'astreindre à suivre le plan d'enseignement, pas assez formatée pour dégainer des éléments de culture générale ou les propos requis en français, philo ou histoire, et peu versée dans les branches scientifiques. Et surtout, tout ce qui émane du gymnase l'ennuie. Elle sent trop de décalage entre ce qu'elle est, et les étudiants. Trop étrangère au moelleux de leur vie qui s'écoule à travers leurs opinions et leurs préoccupations. Elle déteste



© Loïc Martin

leur engagement de surface en faveur du climat, torpillé par leur invraisemblable avidité consumériste. Leur manière de s'appuyer sur un langage, un capital social et des biens hérités pour affirmer leur supériorité. Elle ne parvient pas à ignorer les multiples privilèges que ces enfants charrient de leur arrogante nonchalance pour acquérir des éléments de culture générale qui enrichiraient sa route, tout en la laissant ouverte, selon une perspective chère à Lina. Alors elle cesse d'aller en cours. Quand Mathilde comprend que Lenie a renoncé, il n'y a plus rien à faire. Elle ne remettra pas les pieds au gymnase. Lina sait exactement pourquoi Lenie a décroché.

– Je déteste ces gamins, je suis pas comme eux, je me sens pas à l'aise. Et les profs, ils t'enfoncent plutôt que de t'encourager, lui confie-t-elle.

Lina voit trop bien comment la plupart des enseignants ont dû juger sa Lenie. Trop exubérante à leurs yeux avec son mètre quatre-vingt-un, ses coupes afro, ses gloss. Trop dénudée, pas à l'image de ce qu'ils se font d'une lycéenne, avec son parler qui révèle qu'elle n'a pas côtoyé ces enfants que leurs parents suivent aux cours de musique, solfège, tennis. Ils n'auront pas décrié Lenie pour sa couleur de peau, non ils n'auraient pas osé, mais l'auront considérée à travers le prisme de leur élitisme étriqué – latin et sciences, voies royales, les autres filières pour ceux qui n'ont pas envie d'étudier. Au

mieux ne lui ont-ils pas tendu la main, certainement l'ont-ils découragée de quelques remarques sur ses manières ou ses lacunes.

Noël chez Mathilde. Avant la fin du repas, elle monte dans sa chambre, tandis que le reste de la famille, ses enfants et ceux de Lina, Jakob et Clelia restent attablés dans la pièce à vivre. Quand Lina monte pour lui demander si elle vient prendre le dessert, elle la retrouve couchée sur son lit en larmes.

– Qu'est-ce qu'il y a? demande Lina à sa sœur en s'asseyant à la hauteur de son ventre.

– J'en peux plus, trois enfants à élever sans leur père c'est dur. Avec Lenie ça ne s'améliore pas. Elle continue son cirque à la maison: les grasses matinées à gogo, la glande en slip, la musique déversée dans tout l'appart, les cris, les insultes.

– Je pensais que ça allait mieux...

– Non... Et Emelia et Kojo subissent les effets collatéraux du conflit entre elle et moi, parfois elle les frappe lorsque j'ai le dos tourné.

– Oh non...

– Je ne sais pas si je vais tenir le coup. |

Nadia Boehlen

Suite dans le prochain numéro.



© Amnesty International

MARATHON DES LETTRES 2023 ÉCRIRE DES LETTRES, CHANGER DES VIES

Cette année, Amnesty International soutient des activistes d'Australie, du Brésil, du Kirghizistan, du Myanmar et de Pologne dans le cadre du plus grand événement mondial consacré aux droits humains.

MARATHON DES LETTRES

AMNESTY
INTERNATIONAL



Depuis plus de 20 ans, Amnesty organise son Marathon des lettres pour soutenir des personnes qui s'engagent courageusement pour les droits humains. Cette année, il s'agit de six défenseur·euse·s des droits humains d'Australie, du Brésil, du Kirghizistan, du Myanmar et de Pologne, qui s'engagent pour l'environnement, les droits des femmes et la justice dans leurs pays respectifs. Tantôt menacé·e·s pour avoir demandé justice, accusé·e·s pour avoir aidé d'autres personnes ou contraint·e·s de fuir à cause d'entreprises sans scrupules, iels ont en commun que leurs droits ont été bafoués.

Depuis le premier Marathon des lettres organisé en 2001 depuis la Pologne, les milliers de lettres de la première édition sont devenus des millions de courriers à travers le monde entier. Année après année, votre soutien au Marathon des lettres a contribué à changer la vie de personnes menacées.

Participez à nouveau cette année et faites preuve de solidarité: une lettre peut changer des vies. Votre soutien est plus que jamais nécessaire!

Natalie Wenger

Soutenez les six personnes présentées ci-contre et signez la pétition pour l'activiste polonaise Justyna Wydrzyńska en page 46.

**REJOIGNEZ-NOUS !
SOUTENEZ LES ACTIVISTES DES DROITS HUMAINS
DU MARATHON DES LETTRES 2023 :**

RITA KARASARTOVA, KIRGHIZISTAN



Rita Karasartova a été arrêtée en octobre 2022 avec 26 autres personnes. Elle avait manifesté contre un accord frontalier du gouvernement kirghize qui conférerait à l'Ouzbékistan voisin le contrôle d'un réservoir d'eau douce. Parce qu'elle craignait que l'approvisionnement en eau potable de la population locale ne soit menacé, Rita Karasartova risque désormais 15 ans de prison.

Maung Sawyeddollah avait 15 ans lorsque l'armée du Myanmar a lancé une campagne d'assassinats et de violences contre la communauté rohingya. Les algorithmes de Facebook ont servi d'amplificateur aux appels à la haine et à la violence contre les Rohingyas. Maung Sawyeddollah a dû s'enfuir au Bangladesh avec sa famille. Il demande aujourd'hui à Meta, la maison-mère de Facebook, de faire amende honorable.

MAUNG SAWYEDDOLLAH, MYANMAR



Pour en savoir plus ou pour écrire une lettre, rendez-vous sur [amnesty.ch/marathon](https://www.amnesty.ch/marathon)

En décembre 2018, Pedro Henrique, le fils d'Ana Maria Santos Cruz, a été abattu par des hommes cagoulés identifiés comme des officiers de police. Les agents sont toujours en service. Malgré le harcèlement qu'elle subit de la part des autorités, Ana Maria se bat pour que justice soit faite. Elle demande aux autorités de mener une enquête approfondie et de faire en sorte que les responsables rendent des comptes.



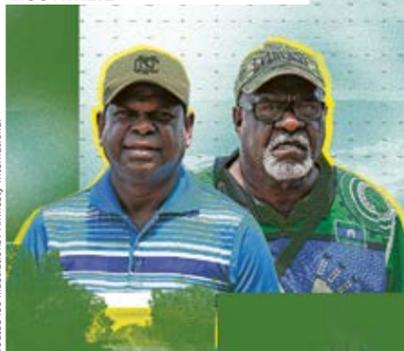
ANA MARIA SANTOS CRUZ, BRÉSIL

Il y a quelques années, Justyna Wyrzyńska avait aidé une femme qui se trouvait dans une relation abusive à avorter en toute sécurité. En Pologne, il s'agit d'un délit, sauf si la grossesse résulte d'un viol ou si elle met en danger la santé de la femme. Justyna Wyrzyńska a été inculpée et condamnée, ce qui représente un dangereux précédent.

JUSTYNA WYDRZYŃSKA, POLOGNE



ONCLE PABAI ET ONCLE PAUL, AUSTRALIE



Toutes les illustrations : Amnesty International

Oncle Pabai et Oncle Paul sont les chefs de la communauté autochtone Guda Maluyilgal. Leurs ancêtres vivent depuis de nombreuses générations sur les îles du nord de l'Australie, mais leur habitat est désormais menacé de disparition à cause du changement climatique. C'est pourquoi

Oncle Pabai et Oncle Paul ont saisi la justice. Ils exigent que le gouvernement australien prenne enfin des mesures.



UNE SÉRIE DE PORTRAITS

L'Initiative pour l'inclusion vise à supprimer les barrières auxquelles les personnes handicapées sont confrontées au quotidien et dans la société. Une série de portraits montre comment les personnes concernées font face à ces barrières et ce qui est nécessaire pour les surmonter.

Les personnes handicapées continuent d'être exclues de nombreux domaines de la vie publique. Par conséquent, leur droit à l'autodétermination est limité. Mais comment est-ce que cela se traduit concrètement dans leur vie quotidienne? Une série de portraits souhaite répondre à cette question, en illustrant les expériences positives vécues par les personnes concernées et en leur permettant d'exprimer comment elles perçoivent leurs forces.

En Suisse, environ une personne sur cinq vit avec un handicap, ce qui représente 1,7 million de personnes. La nature des handicaps est très variée. Chaque personne vit son handicap différemment.

Ces portraits font partie de la campagne pour « L'Initiative pour l'inclusion » qui revendique une égalité réelle des personnes handi-

pées. « En Suisse, on pense encore trop souvent que les personnes handicapées n'ont pas de problèmes réels ou que la Suisse est un pays pionnier en matière d'accessibilité », explique la journaliste Kim Pittet, qui a rédigé certains des portraits et qui vit elle-même avec un handicap. « Chez nous aussi, il y a des améliorations à apporter. Nous devons rester attentifs et actifs. J'espère que ces portraits permettront d'offrir une perspective différente sur le thème du handicap. »

Manuela Reimann Graf

Découvrez les histoires de personnes passionnantes et différentes et apprenez pourquoi l'Initiative pour l'inclusion est si importante. Vous trouverez prochainement les portraits sur notre site web.

PÉTITION

DEMANDEZ L'ANNULATION DE LA CONDAMNATION DE JUSTYNA WYDRZYŃSKA !

ACCÈS DIRECT
À LA PÉTITION
EN LIGNE



Au Procureur général de Pologne

Monsieur le Procureur général,

En février 2020, Justyna Wyrzyńska a aidé une femme désespérée qui se trouvait dans une relation abusive à obtenir une interruption de grossesse en toute sécurité. En novembre 2021, Justyna Wyrzyńska a été inculpée au motif d'avoir aidé une interruption de grossesse et condamnée à huit mois de travaux d'intérêt général.

Je vous demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que la condamnation injustifiée de Justyna Wyrzyńska soit annulée. Je vous demande également de ne pas engager d'autres poursuites contre Justyna Wyrzyńska pour son engagement légitime en faveur des droits humains.

Justyna Wyrzyńska et d'autres activistes proposent un soutien indispensable ainsi que des informations dignes de confiance aux femmes qui souhaitent bénéficier des soins médicaux auxquels elles ont droit.

Nom	Prénom	Adresse	Signature
1			
2			
3			
4			
5			



ENGAGEZ-VOUS AVEC AMNESTY POUR LES DROITS HUMAINS!

AGIR AU SEIN D'UN GROUPE

Dans toute la Suisse, des personnes s'engagent avec Amnesty International. Également dans votre région. Pour en savoir plus: www.amnesty.ch/agir

EN FAISANT UN DON

Votre soutien financier, qu'il soit ponctuel ou régulier, fait concrètement avancer la cause des droits humains. Vous trouverez un bulletin de versement joint à ce magazine.

**INSCRIVEZ-VOUS ET RECEVEZ
GRATUITEMENT LA NEWSLETTER
AMNESTY.CH/FR/NEWSLETTER**

AMNESTY YOUTH

AMNESTY YOUTH est un réseau de jeunes qui s'engagent en Suisse pour rendre le monde meilleur. Plus d'infos: www.amnestyyouth.ch

EN LIGNE

Retrouvez les informations les plus actuelles sur nos activités ainsi que les différentes possibilités de vous engager pour les droits humains sur amnesty.ch/agir



AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne
T: +41 31 307 22 22 . F: +41 31 307 22 33
info@amnesty.ch . www.amnesty.ch
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6